

Repères

Ouvrages en débat

Les Alpes à l'épreuve des loups : pratiques de bergers entre agri-environnement et prédateur protégé

Marc Vincent

Éditions de la Maison des sciences de l'homme / Quæ, 2011, 352 p.

Il y a peu, dans un train entre les Pyrénées et la capitale, alors que j'étais plongée dans la lecture de ce livre, la seule vue du mot « loup » sur la couverture a provoqué chez mes compagnons de voyage, tous de parfaits inconnus, une discussion enflammée. J'ai vite compris que les uns étaient pour le loup, quand les autres se préoccupaient de l'avenir des bergers et de leurs troupeaux, reflétant bien les dissensions que l'évocation de ce prédateur suscite depuis le milieu des années 1990. Les arguments invoqués et les accents des locuteurs permettaient, sans faire d'enquête sociologique, de repérer des appartenances régionales et même des modes de vie différents, urbains et ruraux. Bien qu'éradiqué dans la première moitié du XX^e siècle, le loup est resté très présent dans l'imaginaire de nos concitoyens ; son retour a surpris les uns, enchanté les autres, angoissé ceux avec lesquels il rentre en quelque sorte en concurrence.

Marc Vincent, l'auteur, s'est trouvé confronté à l'actualité du loup du fait de son expérience de praticien, de pastoraliste, terme désignant l'ensemble des gestionnaires qui encadrent les activités pastorales. Après de nombreuses expériences dans le milieu de l'élevage ovin, il est actuellement zootechnicien au département de recherche Sciences pour l'action et le développement de l'Inra à Avignon. « Homme de terrain », en raison de sa familiarité avec les éleveurs et les bergers qui transhumant chaque été de la plaine de la Crau jusque dans les Alpes, il s'est préoccupé de cette nouvelle contrainte pesant sur une activité dont il connaissait bien les difficultés mais aussi les atouts – ce système d'élevage extensif venait d'être légitimé dans le cadre des politiques agrienvironnementales reconnaissant le rôle des pratiques pastorales dans la lutte contre les incendies et le maintien de la biodiversité. L'éleveur et le berger y trouvaient une valorisation de leurs savoir-faire. D'où ses interrogations à propos de l'incidence sur leurs pratiques et la viabilité de leur métier de la présence des loups, animaux intégralement protégés par la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du

milieu naturel de l'Europe, ratifiée par la France en 1990, peu de temps avant le retour de ces prédateurs.

Le titre de ce livre, publié dans la collection « Natures sociales », met en avant une zone d'altitude, territoire de parcours des transhumants, mais aussi espace ludique de sports d'hiver et de randonnées : les alpages. C'est pourquoi M. Vincent consacre son premier chapitre (presque un tiers de l'ouvrage) à une description très claire, même pour le lecteur néophyte, de ce qu'il nomme « les composantes du pastoralisme : éleveurs, bergers, troupeaux et territoires », mettant en scène le théâtre et tous les acteurs, humains et animaux, de cette activité complexe. Pour cela, il utilise à bon escient des données issues de ses expériences et de ses enquêtes auprès des pasteurs, des gestionnaires et des politiques, une très riche bibliographie, ainsi que des documents administratifs dont certains extraits sont reproduits en encadré. Il illustre son propos par des tableaux et des cartes, des figures et des photographies. L'ouvrage comporte des annexes, un glossaire et une liste des sigles cités. (Signalons juste une erreur, que cet auteur n'est pas le seul à faire, confondant l'*Aïd al-Adha* [ou *Aïd al-kabir*], la grande fête musulmane au centre de laquelle a lieu le sacrifice d'un mouton, avec l'*Aïd al-fitr*, qui clôt le mois de ramadan [p. 58].)

Passant du général au particulier, l'auteur prend pour exemple la Crau et le Queyras, deux territoires étagés et complémentaires du point de vue des ressources végétales, « lieux symboliques des enjeux de conservation de la nature par le pastoralisme ovin ».

En basse Provence, le « système Crau » repose sur une race emblématique, le mérinos d'Arles, pâturant les *coussouls*, parcours à moutons. Occupant le delta fossile du Rhône, cette steppe, dont la végétation est le résultat de la pratique millénaire du pâturage des ovins, abrite une avifaune remarquable : elle est protégée depuis 1983 (Natura 2000). Une partie a été classée réserve naturelle en 2001, cogérée par le Conservatoire d'études des écosystèmes de Provence et la chambre d'agriculture des

Bouches-du-Rhône. C'est en Crau qu'ont lieu les agnelages : nés à la descente de transhumance, la plupart des agneaux sont vendus au printemps ; les *tardons*, agneaux tardifs nés en hiver, accompagnent leur mère en estive et sont vendus à l'automne.

La transhumance, « nécessité technique et économique », est « la clef de voûte » d'un système d'élevage pérennisé grâce au recours saisonnier à l'herbe des alpages. Sur ces hauts pâturages, les bergers – et les bergères, car les jeunes femmes y sont de plus en plus nombreuses – ont l'entière responsabilité des animaux, comme les bergers d'antan. Ils doivent de plus gérer les ressources alimentaires du troupeau, tout en protégeant le milieu pour respecter les contrats de mesures agri-environnementales passés avec l'État par les éleveurs qui les emploient. La plupart des bergers d'alpage d'aujourd'hui sortent de centres de formation professionnelle pour adultes (CFPPA), tel celui du Merle, que M. Vincent qualifie d'« académie des bergers provençaux ». Ils y reçoivent une formation qui a su évoluer en ce début du troisième millénaire grâce aux organismes professionnels : en plus de l'acquisition des connaissances pratiques, la gestion de l'alpage et de son environnement floristique et faunistique est au centre de l'enseignement et des stages. Ce vieux métier, resté longtemps en marge de l'évolution du salariat agricole, est qualifié par l'auteur de « métier charnière » qui se professionnalise en « s'écologisant », d'autant qu'il s'exerce sur des estives souvent incluses dans des espaces protégés (parcs nationaux et naturels régionaux).

Ainsi, dans le massif du Queyras, des troupeaux venus de la Crau transhument sur le parc naturel régional du même nom. La charte constitutive de ce parc, datant de 1977, en précisait le but : « [...] assurer la sauvegarde et la mise en valeur du milieu naturel et humain, concilier le respect du patrimoine culturel avec le développement rationnel des activités économiques et notamment des activités agricoles, touristiques et artisanales... » Vingt ans plus tard, en 1997, le constat du recul des activités agricoles amène à inscrire le tourisme dans la nouvelle charte comme « enjeu économique majeur du Queyras », les agriculteurs devenant « des partenaires indispensables dont toute nouvelle orientation [touristique] devra tenir compte ». Ce sont surtout les troupeaux ovins, transhumant dans le cadre d'associations foncières pastorales (AFP) et de groupements pastoraux (GP), qui maintiennent une présence agricole nécessaire à la conservation de paysages remarquables et d'espèces animales et végétales emblématiques. Les AFP, comme celle de la commune d'Abriès dont l'auteur décrit le fonctionnement, facilitent la vie des éleveurs et des bergers en pérennisant l'accès aux pâturages, tout en encadrant le nombre de bêtes admises pour éviter le surpâturage. Quant aux propriétaires fonciers, ils peuvent bénéficier de subventions en échange de travaux d'aménagement

des équipements pastoraux. Mais, alors que le pastoralisme se voyait ainsi conforté par son intégration à la gestion de l'environnement, la rapide extension du loup dans les massifs alpins et la multiplication des attaques sur les troupeaux vont le fragiliser.

Les deux autres tiers de l'ouvrage, soit trois chapitres, ont donc pour fil conducteur le loup. Le chapitre II s'intéresse à son changement de statut : de prédateur, dont l'éradication des derniers individus a été considérée dans la première moitié du XX^e siècle comme une victoire, à espèce menacée appartenant à la biodiversité, dont le retour a été accueilli et même « accompagné » par l'administration. À l'automne 1992, deux loups sont observés par des agents du Parc national du Mercantour. Un suivi attentif et continu des canidés qui se multiplient, ainsi que des dégâts sur les troupeaux ovins qui leur sont imputés, est effectué, montrant qu'en 2009 la plupart des massifs alpins ont été colonisés. La population lupine compte alors dix-neuf meutes sur vingt-six zones de présence permanente (ZPP), dont une dans les Pyrénées et une autre dans les monts du Cantal. En conformité avec la convention de Berne et la directive Habitats (1992), des arrêtés sont pris pour accompagner l'installation des loups tout en cherchant à protéger les troupeaux et à compenser la prédation, le financement venant des programmes européens LIFE (L'instrument financier européen). À partir de 2004, sur les communes où le Réseau loup a constaté des prélèvements sur les ovins, un Plan d'action sur le loup – plutôt sur l'élevage face au loup – est mis en place. Le zonage de ces communes permet de moduler les aides à la protection des troupeaux.

Le chapitre III développe cette « défense passive » des troupeaux contre les loups, c'est-à-dire les divers moyens de protection mis en œuvre. Il s'agit d'abord de renforcer la présence humaine sur les alpages, où les troupeaux ne sont le plus souvent gardés que par un seul berger, en finançant des aides-bergers ou en ayant recours à des « écovolontaires », bénévoles mis en place par l'association de protection des grands prédateurs Ferus. La deuxième mesure concerne l'utilisation des patous, grands chiens de protection que les Alpains ont abandonné depuis le XIX^e siècle mais qui se sont maintenus dans les Pyrénées. Une autre solution consiste à enfermer les troupeaux dans des parcs de « regroupement nocturne » installés près des cabanes. Cependant, toutes ces mesures, qui visent à effrayer les loups et paraissent judicieuses sur le papier, ne sont pas faciles à mettre en pratique et ont leur revers. Ainsi, les renforts au gardiennage sont faits le plus souvent par des personnes non qualifiées, donc peu utiles, même si des efforts sont accomplis pour les professionnaliser. Certains chiens de protection, mal éduqués, divaguent et prennent l'alpage pour un territoire de chasse, tandis que d'autres considèrent les paisibles randonneurs comme

des ennemis du troupeau, poussant des maires à interdire les patous. Le retour quotidien aux parcs de nuit diminue le temps de pâturage et provoque des dégradations et des concentrations de fumure aux alentours, tandis que des « quartiers » sont sous-pâturés ou même abandonnés car trop éloignés des cabanes.

Dans le Parc naturel régional du Queyras, des mesures originales ont été prises : des cabanes d'appoint ont été construites sur les quartiers d'août ; des relais ont été installés, permettant d'équiper les bergers isolés d'un « kit radio » pour donner l'alerte en cas de prédation, mais aussi briser leur isolement ; une « brigade pastorale » de trois personnes aide au transport du matériel sur les alpages tout en effectuant un suivi des loups.

Le quatrième et dernier chapitre aborde la nécessaire gestion et l'« éducation » de la population lupine, dont la présence augmente le temps de travail des bergers, comme cela a été reconnu dans un rapport parlementaire de 2003. Les plans d'action loup se succèdent, le sous-titre du dernier (2008-2012) précisant qu'il s'applique « dans le contexte français d'une activité importante et traditionnelle d'élevage ». Cependant, n'y est pas envisagée la « gestion active » de ce superprédateur, dont l'expansion rend inévitable une « régulation » des popu-

lations selon des modalités prenant en compte le comportement des meutes et des individus « déviants ». Dans ce but, M. Vincent propose une « évolution du statut juridique » du loup en « espèce simplement protégée », comme dans d'autres pays d'Europe. S'appuyant sur les expériences menées dans le parc du Queyras, il avance l'idée de la « création d'une lupotechnie » définie comme « l'ingénierie de la gestion des loups sauvages », rompant avec la politique actuelle fondée sur la seule protection des troupeaux. C'est à ce prix que, selon lui, le pastoralisme pourra coexister avec des loups « trouvant leur place dans la chaîne de la biodiversité » et que seront « pacifiés » les rapports des éleveurs avec le monde de la protection de la nature.

Cet ouvrage constitue un remarquable travail de fond, très bien documenté et argumenté, dans lequel l'auteur cherche à éviter les partis pris qui opposent habituellement les protecteurs et les adversaires du loup.

Anne-Marie Brisebarre

(Ethnologue, CNRS, Laboratoire d'anthropologie sociale, Paris, France)

brisebar@ehess.fr

Un savoir-faire de berger

Michel Meuret (Ed.)

Quae / Educagri éditions, 2010, 336 p.

C'est une « somme » sur le savoir-faire des bergers du Sud de la France et leur vie qui se dissimule sous le titre, simple et énigmatique, de ce livre coordonné par Michel Meuret, écologue et zootechnicien à l'Inra. Coordiné doit être pris au sens fort : trente-trois auteurs, mêlant des appartenances et des compétences diverses (dix chercheurs en zootechnie, écologie ou sciences sociales, cinq ingénieurs pastoralistes, cinq formateurs en écoles de bergers dont un berger maître de stage, onze bergers salariés ou éleveurs-bergers et deux gestionnaires de parcs naturels) ; mais aussi quinze textes (« chapitres ») de contenu et de forme très divers, certains rédigés spécialement ou publiés à cette occasion, alors que d'autres sont des reprises d'études ou de recherches dont la plus ancienne a plus de trente ans. Cette diversité thématique et cette profondeur historique, à l'issue d'une aventure collective ordonnée par un plan très mûri, donnent au livre son originalité, sa force et son agrément de lecture. En outre, les nombreuses photographies en noir et blanc, soigneusement choisies, suscitent une relation empathique pour les personnages, bêtes et humains, qui sont le sujet de l'ouvrage.

L'origine de la publication est singulière : une quasi-« commande » de Fred Provenza, professeur émérite au département Ressources naturelles de la Utah State

University, chercheur en écologie et nutrition animale, ancien éleveur, fondateur et animateur de BEHAVE (Behavioral Education for Human, Animal, Vegetation & Ecosystem Management), un réseau qui regroupe des universitaires, des professionnels de l'élevage et des gestionnaires d'espaces naturels, de l'Ouest et du centre des États-Unis, et de certains pays anglophones et hispanophones. Les spécialistes de l'élevage aux États-Unis s'interrogent, en effet, depuis quelques décennies sur la pertinence et la durabilité du travail des cow-boys et des bergers : « vérifier le bon état des clôtures de fils barbelés et trier ou déplacer les bêtes ». Contrairement aux préconisations techniques devenues hégémoniques (homogénéisation des pâturages avec des espèces « bonnes fourragères », broyage des arbustes...), F. Provenza avait montré que des « apprentissages précoces » orientent les choix alimentaires, peuvent « inciter à consommer des mélanges de plantes aux caractéristiques nutritionnelles complémentaires » et qu'il y aurait peut-être intérêt à conserver des pâturages à la flore variée pour que l'animal « exprime ses compétences de consommateur averti » et satisfasse mieux son appétit. Cependant, le savoir-faire de la garde de troupeau s'étant depuis longtemps perdu aux États-Unis – contrairement à la France, où il subsiste encore et a même été réapproprié par de

nouveaux bergers, issus de la ville –, une invitation avait été lancée à M. Meuret, accompagné d'une bergère du Vercors, pour expliquer à des membres de BEHAVE « la conception de circuits de pâture par des bergers de France » (enchaînement dans un ordre délibéré de zones de pâturage pour stimuler l'appétit), et comment ces bergers ont « appris » à procéder ainsi. Tel est l'objet de cet ouvrage, publié en français et en anglais.

Dans son introduction, M. Meuret pose la question : « Quel intérêt en France aujourd'hui » à faire connaître et reconnaître des pratiques de bergers qui « semblent relever d'un monde à part, archaïque et folklorique », célébré par des livres « grand public » bien illustrés qui se limitent à montrer leur persistance, même si la transhumance souvent évoquée se fait surtout en camion ? Pour tenter d'y répondre, il convient d'abord d'interroger les bergers eux-mêmes sur la conception qu'ils ont de leur pratique (pp. 16-17) :

« Les bergers revendiquent un savoir-faire qui peut être décliné grosso modo en trois activités : 1) contribuer à la production et à la reproduction du troupeau, qu'il s'agisse de l'agnelage ou de la confection de fromages [...] ; 2) assurer la veille sanitaire et prodiguer les soins urgents, notamment en montagne ou en toute [...] période où le berger se retrouve seul avec le troupeau ; 3) assurer une bonne alimentation, en étant chargé au jour le jour de la garde du troupeau au pâturage [...].

« C'est l'activité de garde du troupeau pour son alimentation qui occupe les bergers le plus de temps de l'année, mais elle est paradoxalement la plus méconnue pour laquelle on ne s'y est pas consacré. »

Pour M. Meuret, « la conduite du troupeau "à la garde" relève d'un savoir-faire très technique », et il importe aujourd'hui de faire le point sur les travaux de recherche à ce sujet, de les prolonger et de les approfondir, et de renouveler l'intérêt pour cette pratique, en réponse à quatre enjeux importants. Le premier enjeu, économique, est la lutte contre la crise de l'agriculture française, et particulièrement de l'élevage ovin, face à la mondialisation des échanges ; il incite à utiliser au mieux les ressources fourragères locales. Le deuxième, environnemental, celui de la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, justifie des pratiques de pâturage « durables » (au contraire de certaines interdictions du pâturage), qui devraient être rémunérées. Le troisième enjeu, foncier, est celui du maintien des conditions de la mobilité des troupeaux ; il engage à militer pour l'accès à des espaces relativement vastes, privés ou collectifs, en particulier des friches, et pour la reconnaissance sociale envers une activité nomade dévalorisée par respect de la propriété des terres. Enfin, le quatrième, éducatif et social, est celui de la revalorisation du métier et de la transmission des savoirs et des savoir-faire du pastoralisme à des jeunes et des moins jeunes – motivés mais sans expérience – par des formations et des

apprentissages en école ou par le biais d'organisations associatives.

Un savoir-faire de berger comporte six parties : « Bergers en France : un savoir-faire à revaloriser » ; « Les pratiques de bergers : explorations scientifiques » ; « L'étonnant appétit des troupeaux » ; « Les bergers et la conservation de la nature » ; « Les écoles de bergers » ; « Le métier vu de l'intérieur ».

Très représentative de l'ensemble du livre, la première partie joue de la multiplicité des points de vue. D'un côté, une étude générale et synthétique de la question des « parcours de troupeaux », espaces ruraux anciens, intégrés dans les espaces de polyculture-élevage, puis marginalisés sous l'impact d'une modernisation agricole promue par la recherche agronomique, avec un abandon de certains espaces, une rupture des savoirs techniques et des effets négatifs sur les paysages, au moment où les préoccupations environnementales et économiques actuelles exigeraient leur « revalorisation » pour de nouveaux usages (chap. 1, par B. Hubert, C. Deverre, écologue et sociologue à l'Inra, et M. Meuret). De l'autre côté, une réponse détaillée à la question : « Où en sont les bergers aujourd'hui ? », faisant appel aux données d'enquêtes pastorales, aux études d'effets des politiques publiques agricoles et environnementales, ainsi qu'à la connaissance directe des attentes de requalification du métier de berger-salarié (chap. 2, par Jean-Pierre Legeard, président de l'Association française de pastoralisme et directeur du Centre d'études et de réalisations pastorales Alpes-Méditerranée, M. Meuret, P. Fabre, ingénieur pastoraliste, et J.-M. Gascoin, éleveur-chevrier).

La suite de l'ouvrage reprend, développe et approfondit divers travaux anciens (en particulier de J.-P. Deffontaines, É. Landais et P. Martinand), représentatifs d'une connaissance scientifique empirique acquise en France au début de la décennie 1990-2000. On y trouve diverses études de terrain associant chercheurs, ingénieurs et bergers, comme « Des pratiques d'un berger expérimenté à la construction d'outils d'aide à la gestion d'alpages » (chap. 4) ou « Stimuler l'appétit lors des circuits de garde : échange d'expériences entre un berger et un chevrier » (chap. 7), qui montre la similitude de leur rôle essentiel : éduquer les animaux, construire un troupeau cohérent, organiser un circuit et composer des « repas » pour maîtriser à la fois une ration régulière, variée, et l'impact sur le pâturage. Il y a aussi des travaux plus modélisants et expérimentaux : « Les formes d'un troupeau gardé en alpage : genèse et diversité » (chap. 5) ; « Modèle MENU : le berger vu comme un chef cuisinier » (chap. 8), qui présente un modèle de pilotage de la motivation alimentaire d'un troupeau pour un circuit d'une demi-journée, mis au point par approximations successives avec une dizaine de bergers et de chevriers.

On retiendra encore, dans la dernière partie, le texte « Être berger salarié dans les Alpes » (chap. 14), où

I. Baumont, bergère en Basses-Alpes, reprend son mémoire de master (*Berger, un authentique métier moderne*, 2005) : elle parle du « corps dans le métier de berger » (corps dans l'environnement pastoral, corps pendant la garde), de la dimension affective de la pratique du métier (« de l'interconnaissance à la communication avec les brebis », l'identification du berger au troupeau, la responsabilité et l'investissement), de la « passion » du berger (discipline pastorale, grands espaces et enfermement, célibat, moyens d'évasion).

On ne peut sortir du livre comme on y est entré : pour un lecteur spécialiste de l'éducation scientifique et technologique, loin d'être un familier des bergers comme des recherches zootechniques, même s'il en a souvent entendu parler, la démonstration, certes non canonique, du savoir-faire des bergers dans la conduite « rationnelle » de leur troupeau pour une meilleure alimentation et la mise en évidence de leur conscience aiguë de leur responsabilité et des moyens de leur efficacité sont impressionnantes. Ce que montrent ces bergers et bergères qui ont pratiqué leur métier dans un « accompagnement » réciproque avec les chercheurs et qui analysent leur pratique, c'est la technicité de ce métier : une pensée explicite propre, un équipement spécifique (chien, outillage...), une anticipation permanente de leur action, qui suppose une « sémiologie ». De ce point de vue, parler de « savoir-faire » est sans doute réducteur : il s'agit de compétences qui dépendent d'un savoir réflexif. Dans ce savoir, les concepts de secteur, quartier et circuit (chap. 4), ou le concept de troupeau (sans berger, pas de

troupeau) tel qu'on l'appréhende à travers l'analyse de la conversation du berger et du chevrier (chap. 7), ne sont pas des concepts pragmatiques « en acte », et les modèles de « formes de troupeau » ne sont pas des représentations « spontanées » (chap. 5) : ce sont des constructions en partie « théoriques », représentatives, prédictives et explicatives.

L'absence de tentative pour un « modèle socio-économique » du travail de berger de garde surprend un peu : la question était posée dans les « enquêtes pionnières » (chap. 3) pour comprendre quels intérêts avaient assuré sa « survie » dans les Alpes, malgré les incitations à la modernisation ; qu'en sera-t-il demain ? Mais tel qu'il s'offre au lecteur, *Un savoir-faire de berger* est une belle illustration d'un ensemble de travaux mettant en œuvre ce qu'on peut appeler une problématique multiréférentielle, coordonnant des points de vue de chercheurs (multidisciplinaires), de professionnels (bergers, ingénieurs), et finalement d'animaux. Il serait très regrettable que ce type de recherche de longue haleine et de problématisation complexe (partenariat, immersion, collaboration) ne soit plus envisageable avec la mode des agences à appels d'offres ; car, pour beaucoup d'enjeux sociotechniques actuels, ce sont bien ces recherches et non pas les recherches classiques « sûres » qui changent les « paradigmes ».

Jean-Louis Martinand

(UMR STEF, ENS Cachan, France)

martinan@stef.ens-cachan.fr

Les Liens de l'eau : en Brenne, une société autour de ses étangs

Geneviève Bédoucha

Éditions de la Maison des sciences de l'homme / Quæ, 2011, 688 p.

Dès les premières pages, Geneviève Bédoucha nous invite à partager les sensations éprouvées lors de son approche de la Brenne, ce pays d'étangs situé dans le Berry, au centre de la France. Elle nous place dans une relation intime au terrain et donne le ton : il s'agit de décrypter les relations sociales dans cet espace quasi désert, aux innombrables étangs (plus d'un millier), « indéchiffrable » si on n'a pas de représentation du parcours de l'eau. Pour comprendre cette région de l'intérieur, l'auteur choisit d'employer les mêmes méthodes que celles utilisées lors de ses recherches antérieures en milieux arides et semi-arides : suivre l'eau, analyser la société à travers la gestion passée et actuelle de cet élément. Pourtant, on est ici en zone humide, avec des infrastructures privées, et un enjeu non pas de partage, mais de stockage et de rétention d'eau. « Se pouvait-il que dans une société à étangs dont la survie ne dépendait pas de l'exploitation piscicole pratiquée depuis des siècles, le système de gestion des eaux ait la même prégnance et

que son analyse permette aussi d'accéder au social ? » (p. 18.)

La réponse est positive – on s'en doute. Et, pour le prouver, l'ethnologue nous amène, à travers une écriture fluide sur près de 700 pages de précises descriptions et de fines analyses, dans un formidable travail d'investigation sur le moindre détail auquel elle donne sens, belles illustrations à l'appui (plus de vingt cartes, des reproductions de photographies anciennes, un magnifique feuillet central en couleur composé d'une carte et d'une soixantaine de photos de l'auteur). S'y ajoutent un glossaire de la terminologie locale et une riche bibliographie, incluant des références d'archives remontant jusqu'au XV^e siècle. On peut remercier au passage l'éditeur d'avoir compris l'intérêt de ce manuscrit et de publier ce grand travail d'ethnologie, minutieux et rigoureux.

Le livre démontre comment les différentes catégories sociales de la société brennoise, principalement les propriétaires d'étangs, gardes, négociants piscicoles,

agriculteurs, ouvriers agricoles, mais aussi les nouveaux acteurs tels que propriétaires citadins ou écologistes intéressés par d'autres fonctionnalités des étangs (loisir, espace naturel), sont liées entre elles par les étangs. Ce lien relève d'une réelle interdépendance – nous y reviendrons – qui renvoie à des enjeux et contraintes d'ordre topographique, technique, économique et symbolique et dont l'un des éléments-clés, confirmé tout au long du livre, est le caractère précieux, voire rare, de l'eau dans cette région pourtant humide. Celui-ci se révèle notamment à deux saisons : en été, où le bétail a besoin de s'abreuver et de pâturer, alors que les sols, ne retenant pas l'eau, ne permettent pas l'installation de puits et s'assèchent rapidement par forte chaleur ; en hiver, où l'usage piscicole nécessite de vider suffisamment l'étang pour pêcher, puis de disposer d'eau pendant la pêche et après également pour remplir à nouveau l'étang et poursuivre l'élevage. Or, l'eau provient uniquement de la pluie ou des étangs situés en amont. On l'aura compris : l'enjeu est de récupérer l'eau d'étang en étang, de la gérer afin de ne pas la « perdre », c'est-à-dire ne pas la laisser se jeter dans la rivière.

Après une description des spécificités de la Brenne, un milieu difficile qui rend l'agriculture peu productive (et aujourd'hui quasi absente) et impose de longue date la pisciculture ou l'élevage comme moyen complémentaire de subsistance, la première partie (composée de cinq chapitres) est largement d'ordre historique. Les documents d'archives n'ont toutefois été consultés qu'une fois le terrain réalisé et servent donc à l'éclairer et à argumenter les hypothèses de l'auteur. La création des étangs est progressive à partir des XII^e-XIII^e siècles et les plus grands, qui structurent aujourd'hui le centre de la Brenne, étaient déjà en place au XV^e siècle. Ainsi, « une "politique des étangs" [est] très tôt attestée » (p. 73), les étangs sont organisés en « système » (p. 79) et leur « construction est maîtrisée en vue d'une gestion raisonnée » (p. 82), qui peu à peu s'établit. Leur assèchement puis, à partir du XIX^e siècle, le curage des cours d'eau sont des remèdes régulièrement proposés contre les inondations et les problèmes de salubrité en Brenne. Mais ils sont source de nombreux débats et conflits, longuement abordés dans l'ouvrage. Les administrateurs de l'État sont ainsi confrontés à une contradiction qui touche particulièrement les étangs, propriétés de familles nobles et symboles de prestige : imposer une politique interventionniste dans l'intérêt public tout en respectant la propriété privée (p. 118). Cette partie historique très dense se justifie du fait que les valeurs et fondements des relations sociales trouvent pour beaucoup racine dans un ordre social ancien, et aussi par la démonstration que les étangs ont toujours été au centre des débats, plaintes et enjeux de pouvoir en Brenne, selon des modalités et questions évoluant avec les législations, les pratiques et les acteurs impliqués.

La deuxième partie, structurée en trois chapitres, traite de la gestion à la fois technique, spatiale et sociale de l'eau à partir du début du XX^e siècle. Les étangs ne sont plus désormais considérés cause d'insalubrité, les techniques de pêche ont évolué et l'élevage piscicole est devenu plus productif. Les étangs, qui forment de réels réseaux hydrauliques, se succèdent en cascade d'amont en aval, reliés les uns aux autres en « chaînes » ou en « lignées » selon les discours. L'aval est donc dépendant de l'amont, qui lui déverse son eau, mais l'amont est également dépendant de l'aval « s'il veut » vider correctement son étang – voilà que, moi aussi, j'associe indistinctement les étangs à ceux qui s'en occupent, reproduisant l'anthropomorphisme si bien décrit, résultat de la prégnance des étangs dans le quotidien de cette société, et se retrouvant dans le langage utilisé (« l'eau pour se parler », p. 455). De la dépendance physique naît la dépendance sociale, la coordination indispensable entre les hommes d'étangs. S'il ne s'agit pas de s'organiser de façon communautaire, une discipline collective est au moins nécessaire (p. 71).

Ainsi, l'ordre coutumier de pêche et de vidage des étangs est d'aval en amont. Il n'est, cependant, pas toujours possible de l'appliquer du fait des différences physiques des étangs (taille, durée de vidage, capacité de stockage), mais aussi de contretemps divers, de contraintes de calendriers, d'impossibilités des uns ou des autres : autant de circonstances qui nécessitent de s'arranger, de « jongler » pour s'en sortir. La période de vidage se révèle une période de fortes tensions. La gestion de l'eau y est délicate et se doit d'être précise (c'est à cinq centimètres près !). Diverses situations de vidage d'étangs sont décrites à l'aide de jolies cartes qui permettent au lecteur de se régaler à suivre l'eau et à comprendre les difficultés explicitées. Face aux contraintes techniques, sociales, climatiques, ou aux problèmes liés à la création de nouveaux étangs (petits, mais toujours plus nombreux depuis les années 1970), toutes sortes d'arrangements prennent place, ainsi que des stratégies foncières, relationnelles et techniques – bien que les modifications techniques soient finalement peu nombreuses au regard des plaintes rapportées par l'auteur sur des évacuations trop lentes ou du trop d'eau provenant d'un étang amont.

Par ailleurs, tolérances, accords et échanges de service, tels que pacage des bêtes dans l'étang en été ou participation aux pêches en hiver – vécue comme un privilège – en compensation d'éventuelles inondations de champs, sont essentiels au fonctionnement de cette société ; celle-ci s'est pourtant vue bousculée par la loi de 1946 sur le passage du métayage au fermage, marquant une rupture entre le monde des propriétaires exploitants et le monde paysan, puis par le rôle dorénavant stratégique dans la gestion de l'eau et des pêches de négociants devenus exploitants.

On est ainsi conduit à la troisième partie, où l'ethnologie (aux chapitres 9 à 11) traite en profondeur des relations sociales qui se jouent autour des étangs, et plus particulièrement les jours de pêche, tandis que le chapitre 12 est consacré aux conflits actuels avec les écologistes – l'aspect « naturel », « sauvage », étant honni par les hommes d'étangs. On comprend pourquoi être invité à participer à la pêche – activité devenue éprouvante en raison des forts tonnages de la pisciculture intensive, et pourtant rarement rémunérée autrement qu'en poisson – est encore considéré comme un privilège et comment l'« invitation » à y participer s'insère dans les relations d'échanges. Ne pas le saisir cause d'ailleurs à certains nouveaux propriétaires de réelles difficultés d'intégration. La pêche, véritable « mise en scène » du social, est quant à elle analysée comme un ensemble d'activités très ritualisées, où la bonne humeur règne entre catégories sociales différentes qui ce jour-là se rapprochent : le monde paysan et celui des propriétaires d'étangs se côtoient, l'humour sert à libérer les tensions sociales, mais aussi à resserrer les liens. Et si le poisson offert en récompense a perdu de sa valeur, une invitation à chasser dans les domaines est venu le remplacer. Dans cette région où les propriétaires ont réussi à maintenir leur privilège du droit de chasse, offrir la possibilité de chasser le sanglier au cœur de domaines prestigieux a tout son prix. Le système se maintient. L'avant-dernier chapitre, conclusif, sur cette société encore très hiérarchisée renvoie aux différentes représentations sociales de l'espace, à la façon dont les liens entre les hommes, mais aussi entre étangs et hommes, sont projetés dans l'espace (c'est ainsi que telle lignée d'étangs est associée à telle famille prestigieuse), et offre une analyse tout en finesse du « poids des mots » (p. 602).

L'ouvrage se termine sur une note positive malgré la déprise agricole, les difficultés de la pisciculture, les tensions autour des enjeux écologiques. L'ethnologue joue ici un rôle d'intermédiaire entre des acteurs aux logiques différentes, en explicitant les valeurs qui ont soutenu les

divers changements subis par la société et en décryptant la subtilité des relations sociales qui ont permis à des personnes de mondes très différents de trouver des terrains d'entente, non sans difficultés, pour préserver la Brenne.

Si les termes d'une conceptualisation ne sont point présents dans l'ouvrage, la méthodologie employée tout au long de celui-ci est sans ambiguïté celle de l'anthropologie des techniques : pour pénétrer le social, d'abord comprendre les contraintes environnementales, puis rapporter avec précision les observations des aménagements, des techniques et des gestes, la terminologie, le langage employé – discours et vocabulaire utilisé sont toujours replacés par rapport à la position de l'acteur dans la société –, mentionner ce que certains chercheurs nommeraient les « opérations stratégiques », ainsi que les personnes en charge du contrôle de ces opérations, énoncer l'implication sociale des modifications techniques, etc. Le titre du chapitre 11 – « Chaînes et lignées » – n'évoquerait-il pas justement des concepts de l'anthropologie des techniques, tels que « chaînes opératoires » de la gestion de l'eau et de la pêche, si minutieusement décrites, ou encore « lignées techniques », dont l'auteur nous donne de nombreuses informations, notamment lorsqu'elle compare la Brenne et la Dombes ?

Ce livre remarquable de G. Bédoucha se placera rapidement comme une référence incontournable sur les zones humides et sur la question de leur intégration dans des parcs naturels, thématiques qui suscitent un intérêt accru. Référence également incontournable en anthropologie sociale, l'ouvrage prouvant avec brio que les travaux de cette discipline pourraient davantage s'inspirer de l'anthropologie des techniques et, plus généralement, que l'apport d'un véritable « terrain » est irremplaçable.

Olivia Aubriot

(CNRS, Centre d'études himalayennes, UPR 299,
Villejuif, France)

oaubriot@vjf.cnrs.fr

En son jardin : une ethnologie du fleurissement

Martine Bergues

Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2011, 404 p.

Cet ouvrage intéressera tous ceux qui, traversant la France par les petites routes, s'interrogent sur les critères d'attribution des pancartes « village fleuri » ou s'offusquent de voir, quelle que soit la région, les mêmes balcons en fer forgé débordant tout l'été des mêmes géraniums rouge vermillon. Mais le lecteur aura intérêt à bien consulter en premier lieu le sommaire détaillé, heureusement placé en tête de volume, pour savoir où trouver la réponse à ses questions au milieu du foisonnement de

détails, souvent répétitifs, qui lui est offert, dans un ordre dont la logique n'est pas toujours évidente.

Un peu plus de la moitié de ce livre de quatre cents pages est consacrée à une approche ethnologique de trois types de jardins : les jardins paysans ; les jardins fleuris ; les jardins « au naturel ». Il s'agit des résultats d'enquêtes participantes (puisque Martine Bergues est elle-même « jardinière ») effectuées dans le département du Lot. Ces enquêtes nous introduisent aux règles régissant la

mise en scène du « fleurissement », exigée pour accéder aux divers concours qui ont constitué un moteur indéniabla de l'évolution des jardins en France.

Viennent ensuite deux chapitres d'environ cent pages traitant de l'histoire du fleurissement en France et de la façon dont se sont institués les concours des villes, villages et maisons fleuris. Dans les cinquante pages suivantes, constituant le dernier chapitre, on revient à ce que devrait être une enquête de terrain sur la façon dont sont organisés les concours à l'échelle locale, à travers l'expérience de l'auteur, qui a été membre de plusieurs jurys. Malheureusement, après quelques pages sur le vécu des concours dans trois villages du Lot, la partie sur les membres des jurys manque de témoignages et ne nous renseigne pas beaucoup sur leur personnalité ni sur leurs motivations (en particulier politiques). Enfin, la conclusion ne fait que reprendre des idées déjà exprimées tout au long des pages précédentes.

Le jardinage est devenu la pierre de touche qui permet d'aborder les différents aspects des rapports à la nature, au paysage, au vivant, face à l'évolution de nos sociétés modernes et de leurs modes d'habiter entre rural, urbain et toutes les modulations existant entre ces deux pôles. Alors, que nous apporte cet ouvrage par rapport aux multiples publications (saluons à ce propos les onze pages de la bibliographie) sur ce sujet ? Tout d'abord, il nous informe sur le processus de « muséographie » de la campagne française inauguré par le Touring Club de France dès la fin du XIX^e siècle, valorisant architecture et paysage quand on considérait que les abords des fermes et la « crasse » des petits villages faisaient tache. Le fleurissement a été un outil important de ce processus qui a concerné aussi les villes et tous les lieux visités par les touristes, comme les gares et évidemment les hôtels : premier concours des « gares fleuries » en 1909, puis du « village coquet » en 1920. Il ne s'agissait pas seulement de promouvoir le pittoresque, mais d'associer esthétique et hygiénisme. M. Bergues nous montre comment toute cette histoire s'est accompagnée d'un développement de l'horticulture, du commerce des plantes à fleurs et des revues qui leur sont consacrées.

Mais c'est dans la partie ethnologique de l'ouvrage qu'il faut rechercher ses apports les plus originaux. Là aussi, les faits nous sont présentés dans leur dimension historique en commençant par le « jardin paysan », objet en voie de disparition, surtout représenté ici par des agricultrices à la retraite et dont l'auteur suit les mutations. On aurait aimé plus d'attention – même si M. Bergues en parle – à ce qui a été longtemps la raison d'être des fleurs dans des jardins essentiellement consacrés aux légumes : l'église et le cimetière. C'est-à-dire des activités ancrées dans la vie sociale villageoise, où apparaît déjà ce qui sera le moteur du développement du fleurissement : la représentation de soi aux yeux de la collectivité. Avoir, malgré les aléas climatiques, des fleurs coupées quand

vient son tour de fleurir l'église ; montrer que l'on entretient les relations à ses morts, et pas seulement quand le calendrier l'ordonne.

Cependant, c'est aussi par l'entremise du végétal que l'on est relié, d'une part au passé, avec les plantes dont on a hérité et que l'on maintient en vie, d'autre part à la communauté villageoise, par l'échange de pousses et de graines. Dans le chapitre intitulé « Les jardins paysans », M. Bergues propose les plans de trois jardins, avec mention des plantes que l'on y trouve ; des commentaires décrivent l'autonomisation de l'espace dévolu aux plantes ornementales autour de l'habitation et des bâtiments de la ferme par rapport au potager et aux animaux de basse-cour. Cette autonomisation passe souvent par l'intermédiaire de contenants de récupération (pots, bidons, terrines) dans lesquels la jardinière (car c'est là l'œuvre des femmes) installe sa plantation.

L'auteur passe ensuite aux « jardins fleuris », qui correspondent à toute la gamme des fleurissements primés dans les divers concours, municipaux, départementaux et régionaux. Ce chapitre commence par la description, croquis à l'appui, de six jardins dont quatre sont ceux d'agricultrices retraitées. Ils sont des témoignages du passage du jardin paysan au jardin fleuri, qui se manifeste par la passion des « belles fleurs » aux couleurs vives, par opposition aux « fleurs anciennes » jugées trop tristes. Ces belles fleurs sont le plus souvent des annuelles qu'il faut renouveler tous les ans auprès d'horticulteurs, et c'est l'intrusion du commerce, amplifié par la diffusion de magazines spécialisés, dans un domaine où l'on s'interdisait jadis toute dépense superflue.

M. Bergues s'attarde sur les modifications, avec les transformations de la sociabilité, du rôle des « seuils » entre dedans et dehors, que souligne la présence de plantes fleuries. Elle montre aussi comment, alors que la ferme est maintenant cachée au regard, on voit resurgir le passé agricole avec l'introduction dans les jardins individuels, mais aussi dans les espaces fleuris des villages, des outils de « l'ancien temps » associant un souci de ne rien jeter à la nostalgie d'une époque révolue.

On en arrive enfin au jardin « au naturel », qui marque un renversement total du goût et dont la mode s'est développée à la fin des années 1980. Le jardin doit à présent s'intégrer dans le paysage sous l'influence des spécialistes horticulteurs et paysagistes, et l'on voit même apparaître un rejet d'un fleurissement jugé trop coloré et trop banal. Remarquons toutefois que l'enquête de l'auteur est biaisée par rapport à ce que l'on pourrait trouver ailleurs en France. En effet, le Lot est un département qui abrite depuis longtemps des résidences secondaires – en particulier d'intellectuels parisiens – et de nombreux Anglais sont venus s'y installer, apportant avec eux le goût du jardin à l'anglaise, qui a beaucoup influencé ce jardin « au naturel ». Ici encore, trois jardins avec croquis nous sont présentés, mais nous sommes en

plus abreuvés de tous les noms scientifiques des plantes que l'on y trouve. Or, ces listes, très fastidieuses pour les non-spécialistes, semblent très importantes pour les propriétaires des jardins, qui font étalage de leur science et de leur capacité à faire collection de tout ce que l'on se doit d'avoir comme espèces et variétés – allant les chercher chez des horticulteurs spécialisés et non dans les grandes surfaces ou les jardineries. En fait de « naturel », ces jardins apparaissent comme le summum de la sophistication et de l'artificiel.

Pour conclure, je préfère revenir à un sous-chapitre qui me paraît le plus intéressant, intitulé « Les plantes-enfants ». L'auteur y développe l'idée que, par-delà la représentation de soi qui s'exprime dans le jardin, se dissimule une relation intime entre la jardinière et ses plantes, celle-là prêtant à ces dernières des « attributs anthropomorphiques » : « la relation fusionnelle entre la jardinière et ses plantes passe par la représentation qu'elle a des besoins de ses plantes ». M. Bergues n'est pas la première parmi les ethnologues à parler de cet aspect des relations au végétal ; ce chapitre est d'ailleurs truffé de citations de nombreux auteurs, dont Haudricourt et Descola (remarquons que, dans ce volume, on aurait aimé moins de citations et plus de réflexions personnelles).

Cependant, il faut souligner que les rapports aux plantes sont toujours traités moins fréquemment que les rapports aux animaux, alors que celles-ci tiennent une place essentielle dans nos relations au monde.

Je terminerai par une réflexion sur le petit texte de présentation situé juste après le sommaire et avant l'introduction. Il y est dit que « les données auraient gagné à être réactualisées » depuis 1992 – date des premiers entretiens – et 2003 – date de la soutenance de la thèse dont cet ouvrage est tiré. Certes, l'auteur aurait pu continuer avec les parcs et promenades « au naturel » des actuels programmes d'urbanisation, dont on peut se demander s'il s'agit d'artificialisation du naturel ou de naturalisation de l'artificiel. Elle aurait pu en venir, la « crise » aidant, à la réintroduction du légume dans le jardin. Cela dit, il n'y aurait aucune raison de s'arrêter : comme révélateur des relations au monde, mais plus précisément à la société, le jardin, ses fleurs et son rôle dans le « verdissement » de notre environnement seront encore pour longtemps l'objet de recherches.

Claudine Friedberg

(MNHN, département HNS, Paris, France)
friedbg@mnhn.fr

Pensées de la Terre. Méditerranée, Inde, Chine, Japon, Afrique, Amériques, Australie : la nature dans les cultures du monde

John Baird Callicott
Wildproject, 2011, 400 p.

Ce livre de John Baird Callicott nous permet d'appréhender le vaste panorama des éthiques de l'environnement propres à des cultures qui se sont développées dans des temps et des espaces différents et qui contribuent, encore aujourd'hui, à structurer nos visions de la relation entre les humains et la nature. Il nous emporte avec lui comme un oiseau qui, ne rencontrant pas de limites temporelles ni spatiales, nous inviterait à voler au-dessus des civilisations, d'hier et d'aujourd'hui, en nous mettant en condition d'apercevoir les similitudes et les différences entre des sociétés et cultures qui ont imaginé et vécu des types particuliers de relations homme-nature.

L'ouvrage est composé d'une préface (écrite par Dominique Bourg), d'un avant-propos, de dix chapitres et d'une postface (écrite par Pierre Madelin, traducteur de la version originale anglaise). Dans l'avant-propos, l'auteur revient sur les raisons personnelles, culturelles et politiques qui l'ont amené à aborder le vaste sujet de l'éthique environnementale. La conscience de l'existence d'une crise, à la fois de l'environnement et des valeurs, l'a poussé à s'engager en tant que philosophe dans l'analyse des raisons profondes de cette crise, dans la tentative d'identifier une plateforme éthique utile pour la mise en

place de conduites sociales et économiques en accord avec les limites écologiques de notre planète.

Dans le premier chapitre, J. Baird Callicott se pose la question du sens de l'éthique et en particulier de l'éthique environnementale. La nature normative et abstraite de l'éthique se concrétise dans la construction de possibles mondes moraux situés dans un espace intermédiaire, dialectique, entre réalité politico-sociale actuelle et utopie morale à réaliser par les hommes à venir. L'objectif de l'auteur est de baliser un espace programmatique commun émergeant de la rencontre entre thématiques de l'éthique environnementale moderne, de l'éthique environnementale interculturelle et de la pensée scientifique. L'éthique moderne a vu naître deux courants qui, encore de nos jours, contribuent à façonner nos conduites morales vis-à-vis des autres hommes et de l'environnement : il s'agit de l'utilitarisme et de la morale des droits de l'homme, d'origine kantienne. L'une recherche le plus grand bien-être pour le plus grand nombre d'êtres humains, l'autre insiste sur la dignité et la valeur intrinsèque des êtres humains. Ces deux courants, en s'appuyant sur la vision scientifique du monde émergeant de l'écologie et en reconnaissant le lien indissoluble

qui unit les hommes à leur environnement, pourraient participer à la fondation d'une éthique environnementale postmoderne. Une éthique en mesure de prescrire des conduites ayant le moins possible d'impact sur les systèmes naturels et de proscrire les conduites néfastes pour les équilibres environnementaux. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'en définitive, les actions nuisibles pour l'environnement affectent, en même temps, le bien-être des êtres humains.

Par ailleurs, les différentes cultures, au cours du temps, ont produit des visions du monde et des éthiques environnementales singulières. Si l'évolution biologique a permis le bourgeonnement de la biodiversité, le développement historique des sociétés a donné vie à des visions du monde multiples et à une pluralité d'éthiques environnementales. Le voyage philosophique de J. Baird Callicott débute avec l'analyse des traditions judéo-chrétienne, gréco-romaine, islamique et de la vision « gaïenne » du monde (chap. 2), des traditions religieuses et philosophiques de l'Extrême-Orient : hindouisme, jaïnisme, bouddhisme, taoïsme, confucianisme et zen (chap. 3, 4 et 5) ; il se poursuit avec l'étude de traditions polynésiennes, amérindiennes, sud-américaines, africaines et australiennes (chap. 6, 7 et 8). L'auteur conclut avec deux chapitres de considérations où il affirme son modèle d'éthique environnementale postmoderne et considère les retombées pratiques de certaines éthiques environnementales (l'éthique chrétienne de l'intendance et les éthiques hindouiste et bouddhiste). Le livre s'achève sur l'idée que, dans de multiples régions de la planète, les programmes de protection de la nature sont inévitablement voués à l'échec s'ils ne s'enracinent pas dans les cultures, dans les valeurs traditionnelles des peuples qui devraient assurer la protection de l'environnement.

Au vu du nombre de traditions analysées, on se limitera à rendre compte de certains aspects éthiques cardinaux des traditions judéo-chrétienne, bouddhiste et aborigène. J. Baird Callicott expose trois types d'interprétations du livre de la Genèse fondant la tradition judéo-chrétienne. L'interprétation despotique de la Genèse considère que l'homme, créé à l'image de Dieu, dispose du reste de la nature selon son gré : il peut se multiplier au point de couvrir la Terre, il peut dominer et se nourrir des autres espèces auxquelles Dieu a donné le souffle de la vie. Cette interprétation invoque la soumission des autres créatures terrestres à la volonté et aux intérêts de l'espèce humaine. L'interprétation de l'intendance (*stewardship*), tout en restant anthropocentrée, nuance la prise de possession par l'homme de la planète et des espèces qui y vivent. Les humains n'ont pas seulement des droits sur la nature, droits attribués par la divinité, mais aussi des devoirs vis-à-vis d'elle. L'homme, en tant que gardien d'un jardin – le jardin d'Éden –, doit respecter les autres espèces en soignant leur développement et en s'occupant de leur bien-être. Enfin, l'interprétation « citoyenne » de

la Genèse considère que l'homme et le reste de la Création : les animaux et les végétaux, sont consubstantiels (Genèse, livre 1, chap. 2, 18 et 19). Dans cette interprétation, le « péché » majeur est l'anthropocentrisme. L'homme, en ne respectant pas l'harmonie de l'ordre naturel, en forgeant une nature essentiellement dévolue à ses intérêts et à ses besoins, a bouleversé les équilibres naturels au point de déclencher le Déluge, réponse divine à la volonté de l'homme de ne pas suivre l'ordre naturel. L'auteur trouve dans l'interprétation de l'intendance le juste milieu qui permet de reconnaître la valeur intrinsèque de l'ensemble des entités créées par la divinité, tout en attribuant à l'humanité une primauté morale sur les autres espèces, au sens où l'humanité est la seule espèce moralement responsable, étant la seule douée de la conscience de soi et de la capacité de juger en fonction du bien et du mal.

J. Baird Callicott, en syntonie avec Fritjof Capra (*Le Tao de la physique*) et le philosophe bouddhiste contemporain D.J. Kalupahana, considère qu'il existe un accord profond entre la vision du monde de certaines philosophies et religions de l'Extrême-Orient, en particulier le bouddhisme, et la science contemporaine, en particulier l'écologie scientifique. Le bouddhisme et l'écologie scientifique partagent une conception unitaire de la nature, la reconnaissance de sa diversité et de sa multiplicité, la mise en avant du caractère temporel, et donc évolutif, des phénomènes écologiques. L'univers métaphysique du bouddhisme représente l'existence comme source de souffrance pour l'ensemble des vivants, humains et non humains, et trouve dans l'arrêt du *karma* (action), dans la sortie du cycle infini de vies, morts et renaissances, la possibilité de parvenir à l'Éveil, au *nirvana*. Ce dernier ne serait pas un état qui transcende la réalité phénoménologique, mais plutôt l'état psychologique d'un individu profondément conscient de sa continuité ontologique avec le reste de la nature. De telles conceptions pourraient participer à la construction d'une éthique environnementale non anthropocentrique, adepte de modes de vie où l'humanité aurait un impact minimal sur le reste de la nature.

Les conceptions mythologiques des aborigènes australiens tracent un monde où des êtres mythiques, ancestraux, sont responsables de la création des espèces animales et végétales, de l'homme, des normes sociales et des environnements qui permettent leur subsistance. Les hommes et les autres espèces, animales et végétales, participent d'une même vie, ils sont tous des agents moraux qui contribuent à entretenir le cosmos, à son tour conscient. L'intégration de la nature à la vie sociale est le trait distinctif de la conception mythologique des aborigènes, conception qui sacralise des espèces-totem en les corrélant à des groupes sociaux et à des espaces-temps spécifiques. L'identité individuelle des aborigènes est inséparablement reliée à celle du territoire où ils vivent et

aux espèces qu'ils côtoient. Il en résulte que, du point de vue des conduites morales, les aborigènes vivent en suivant des pratiques de conservation des espèces et des environnements, interdisant leur surexploitation.

La proposition éthique de J. Baird Callicott se condense dans l'idée et l'espoir qu'une nouvelle éthique environnementale postmoderne est en train de se substituer à l'éthique traditionnelle occidentale, fondée sur la philosophie de la nature issue de la pensée philosophique et scientifique de René Descartes, Francis Bacon et Isaac Newton, entre autres. La nouvelle philosophie de la nature, résultante de la physique post-newtonienne et des derniers développements de la biologie (biologie évolutive et écologie), projette l'homme dans un univers beaucoup plus complexe que celui qu'il est en train d'abandonner. L'homme n'est plus considéré comme l'apogée, intellectuel et moral, de la nature. Il fait partie intégrante d'un réseau de processus et de phénomènes naturels au même titre que d'autres espèces, ses compagnons du voyage évolutif. Cette nouvelle philosophie de la nature devrait contribuer à engendrer une éthique environnementale postmoderne qui ne pose plus l'espèce humaine au centre des écosystèmes et au sommet de l'évolution. Dans le même temps, cette philosophie représente la base d'une éthique qui élargit la « communauté morale » à des entités non humaines, en ayant comme conséquence pratique l'émergence de conduites sociales fondées sur le respect des autres membres (non humains) de la communauté : respect de leur droit à

exister et à prospérer sur une planète qui ne nous appartient pas. Une telle possibilité de développement de la culture occidentale est substantiellement convergente avec certains noyaux théoriques fondamentaux des traditions éthiques de populations prémodernes et des populations indigènes actuelles.

Une telle convergence est le prérequis nécessaire à une profonde transformation éthique des populations humaines. Des populations vivant sous des latitudes différentes, et n'ayant aucune relation entre elles, préserveront leurs environnements en suivant des règles de conduite qui leur seront propres, mais qui auront en commun une continuité retrouvée entre l'homme et le reste de la nature.

Pensées de la Terre représente un des textes de référence pour tous ceux qui s'intéressent à cet espace interdisciplinaire – à la croisée de la philosophie des sciences, de la philosophie des religions, de l'éthique environnementale, de l'anthropologie culturelle et de la philosophie politique – qui a comme objet de recherche l'identification de normes éthiques et de pratiques sociales en mesure de permettre la coexistence harmonieuse des humains et des autres espèces qui nous accompagnent sur cette planète.

Donato Bergandi
(MNHN, Paris, France)
bergandi@mnhn.fr

Le Territoire, entre liberté et durabilité

Nicolas Buclet
PUF, 2011, 224 p.

La concision de ce livre (200 pages environ), qui fait appel à une bibliographie de 80 références essentielles dans les domaines du développement durable et des sciences économiques et sociales, permet d'en apprécier le contenu. L'auteur présente des idées complexes de manière pédagogique et synthétique. Cet ouvrage constitue une prise de recul face aux flots continus de mythes et de croyances modernes, explicites ou implicites, véhiculés par le régime économique conventionnel, auxquels nous sommes exposés dès lors que l'on aborde la notion de développement durable. Ainsi, mettant l'accent sur la dynamique évolutive de cette notion, il permet de présenter et d'illustrer, par des initiatives locales, des principes et des valeurs plus compatibles avec un développement durable. Par là même, il montre l'importance du territoire comme échelle pertinente pour sa mise en œuvre. Cependant, la définition du territoire aurait mérité d'être présentée et débattue plus longuement, de manière à montrer toute sa complexité.

Le premier chapitre adopte une approche historique en décrivant les prémices des réflexions sur le développement durable, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et leur évolution jusqu'à nos jours. Il rappelle qu'une première formalisation a abouti au rapport Brundtland en 1987, émanant de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, créée par le Programme des Nations unies pour l'environnement. L'auteur met en exergue les présupposés sous-tendant ce rapport, et en particulier le levier de la croissance économique, actionné par les pays riches comme par les pays pauvres pour répondre à leurs préoccupations écologiques et sociales. Il argumente ainsi que le présupposé d'une croissance économique nécessaire au progrès sociétal est difficilement vérifiable en pratique, de multiples exemples le contredisant.

Selon Nicolas Buclet, si ce rapport dresse un panorama complet des enjeux écologiques de la planète, il reste optimiste, car il a foi en la science et la technologie pour les résoudre. En effet, pour surmonter cette contradiction

interne à la notion de développement durable, à savoir le découplage de la croissance économique et de la consommation de ressources, le pari technologique d'une croissance plus « verte » et l'élimination des travers du système économique actuel sont envisagés, mais sans qu'une réelle démonstration soit faite de leur faisabilité et de leur légitimité. Comme pour résoudre cette contradiction interne, les conférences de Rio en 1992 (dont on a retenu le slogan : « Penser globalement et agir localement ») et de Johannesburg en 2003 semblent reléguer l'objectif de croissance au second plan. D'où la question posée par l'auteur sur cette « plasticité du discours tenu » : Est-elle uniquement un discours de façade sans remise en cause sérieuse des valeurs sous-tendant notre société actuelle ou constitue-t-elle une évolution des valeurs ?

Pour apporter une réponse partielle à cette question, le second chapitre vise à expliciter la genèse de certains mythes et croyances ayant donné naissance au système économique actuel. La prétendue « universalité » de l'économie marchande repose sur un certain nombre de mythes, nés de lectures tronquées d'auteurs tels qu'Adam Smith. Par exemple, la focalisation sur la fameuse « main invisible » a contribué à occulter la pensée globale de cet auteur dont on oublie qu'il définit également, outre l'intérêt personnel, l'empathie, la générosité et l'esprit public comme motivations guidant l'action des individus. De la même manière et contrairement à la lecture que l'on en fait, dans son ouvrage phare *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Smith ne fait pas l'éloge du libre-échange en lui-même, mais le présente comme un rempart face aux abus du protectionnisme. Idem pour la notion d'utilitarisme, qui a été progressivement réduite à celle des utilités monétarisées de la sphère marchande, excluant les plaisirs immatériels ou l'altruisme.

Ces croyances partagées se sont accompagnées de la création de repères, de mythes et d'objets conventionnels qui ont permis de les réifier. Par leur diffusion croissante au sein des individus, ils se sont renforcés et la théorie économique standard est devenue théorie autoréalisatrice, autonome et légitimée par ses propres lois. Déconnecté des réalités sociétales et des valeurs morales, le marché a ainsi été doté d'une capacité à s'autoréguler. Et cette autorégulation du marché économique, comprise comme repère prédominant, a érigé le laisser-faire en dogme hégémonique. Pour démontrer la fragilité de ces repères, il suffit d'invoquer les propos de Friedrich Hayek, pourtant grand penseur de l'économie libérale, qui refuse cette vision dogmatique et prône l'intervention de l'État de manière à favoriser ou canaliser la concurrence lorsque cela est nécessaire.

Pourtant, ces croyances économiques ont construit tout un système de mythes partagés et communément admis. N. Buclet évoque, par exemple, le mythe du « plus égale mieux », corrélant l'accroissement du bien-être individuel à l'accumulation de biens de consommation et de

richesses. Il montre comment ce mythe est solidement ancré dans le repère conventionnel qu'est le PIB, dont la seule croissance témoigne de la bonne santé d'un pays. Il pointe également le mythe de la maîtrise de la biosphère, vision européenne issue de la période des révolutions scientifique et industrielle, période pendant laquelle l'homme s'est dissocié de son environnement.

Le mythe de la maîtrise de l'« espace-temps », cher à l'auteur, est aussi décortiqué, notamment à travers le « mouvement d'accélération continue de la société » qu'il entraîne. Associé au leitmotiv « plus égale mieux », ce mythe conduit à un « bougisme » généralisé, avec pour conséquences individuelles « l'accroissement de l'instabilité, de la précarité et de l'insécurité généralisée ». La maîtrise de l'espace passe par le développement de l'ubiquité, tandis que la maîtrise du temps consiste à le réduire à un bien de consommation précieux à économiser. Ce mythe de la maîtrise de l'« espace-temps » nous rend ainsi dépendants des technologies et de l'organisation des transports et des communications, mécanique hautement sophistiquée dont les dysfonctionnements peuvent avoir des conséquences graves sur les individus et les organisations.

Une fois « ce diagnostic établi », le troisième chapitre se propose de répondre à la question suivante : « Comment repenser les repères d'un régime conventionnel apte à répondre aux enjeux de développement durable ? » Loin d'avoir une approche normative et prescriptive qui aboutirait à faire table rase de l'existant en proposant de nouveaux repères conventionnels plus en adéquation avec le développement durable, l'auteur se propose de présenter les conditions permettant la transformation des repères tels qu'ils existent aujourd'hui. Partant de l'économie des conventions et d'une argumentation sur les mécanismes du « don », il veut montrer que l'échange marchand n'est qu'une des formes possibles de relations entre individus, qui, outre l'intérêt personnel, peuvent être guidés par l'empathie (en particulier l'aimance), l'obligation et la liberté. Pour ce faire, l'auteur s'appuie plus particulièrement sur les réflexions d'Alain Caillé.

Ainsi peut-on distinguer, parmi les formes d'interactions entre individus, la réciprocité, la redistribution et l'échange marchand. Largement sous-estimée et relevant de la sphère autonome, la réciprocité s'appuie sur les mécanismes du don et nécessite, de fait, une certaine proximité. La redistribution, qui nécessite un centre générant des flux d'appropriation et de redistribution, est représentée par la sphère publique. Enfin, l'échange marchand s'inscrit pleinement dans la sphère marchande. Loin de s'opposer, ces différentes interactions sont complémentaires. Tout l'enjeu est de trouver un équilibre entre les trois sphères, afin de favoriser des comportements en adéquation avec le développement durable.

Pour ce faire, il est nécessaire de bâtir une nouvelle représentation des sociétés humaines en tenant compte

des tensions entre liberté et obligations, intérêt individuel et aimance (c'est-à-dire l'intérêt pour autrui). Ces tensions ne peuvent être surmontées qu'à condition qu'émergent des valeurs conçues comme « indépassables aux yeux des membres de la société ». Selon l'auteur, « il n'est possible, pour un groupe humain, d'adopter explicitement un certain nombre de valeurs qu'à partir du moment où les individus intégrés à ce groupe font converger leurs comportements dans le sens de ces valeurs ». Considérées comme universelles, ces « valeurs fortes » constituent, à proprement parler, un repère conventionnel, contribuant ainsi au « vivre-ensemble ». Cependant, l'autolimitation individuelle, qui découle du partage de ces valeurs, ne suffit toujours pas à lutter efficacement contre la pauvreté et les problèmes écologiques.

Pour surmonter ce dilemme, l'auteur invoque la notion de « droits-but », développée par Amartya Sen : les politiques doivent avoir pour objectif de développer ces droits, mais aussi et surtout la capacité des individus, c'est-à-dire « leur autonomie dans leur capacité à trouver les moyens de répondre à leurs propres buts en termes de bien-être ». La liberté n'est donc plus définie comme ce que l'on a le droit de faire (« liberté négative »), mais comme ce que l'on peut faire en fonction de ses capacités (« liberté positive »). Cette liberté positive, dépendant des relations entre un individu et son environnement, nécessite donc des proximités physique, organisationnelle et institutionnelle. Ces proximités induisent une prise de décision collective locale et, par conséquent, l'éclosion de la démocratie participative. Ce chapitre propose donc trois principes d'action : la capacité, la proximité et la démocratie, qui se déclinent à un niveau local, même s'il est nécessaire d'avoir une coordination avec des échelles plus grandes, seules à même d'appréhender les problématiques globales.

Enfin, le dernier chapitre permet d'illustrer cela à travers plusieurs initiatives territoriales. N. Buclet donne une lecture critique des actions locales déjà mises en œuvre pour un développement durable des territoires grâce aux Agendas 21 locaux ou à la charte d'Aalborg.

Ces derniers se limitent trop souvent à des actions déclinant des principes d'action, sans aller jusqu'à impulser des changements de comportement permettant des changements de repères conventionnels. En pratique, le principe de capacité n'est pas non plus appliqué. D'autres actions, relatives à la compétitivité des territoires, misent sur la qualité de vie et la créativité comme vecteurs d'amélioration. Pour l'auteur, il y a là un renversement de la fin et des moyens par le régime conventionnel actuel, puisque la qualité de vie devrait être l'objectif principal et non un moyen. Plutôt que de compétitivité, il propose que la créativité permette d'améliorer la capacité des individus, aboutissant finalement à une meilleure qualité de vie et à une meilleure compétitivité.

À travers plusieurs exemples, l'auteur montre que des structures de type coopératives, AMAP ou associations permettent de répondre aux principes d'action de proximité, de démocratie participative et de capacité et ainsi de générer des relations de réciprocité, mais aussi marchandes et de redistribution. Reste à savoir si ces initiatives locales peuvent permettre, à terme, de faire émerger un nouveau régime conventionnel. À travers des initiatives telles que le mouvement Slow Food, N. Buclet montre que des réseaux, auxquels l'adhésion est volontaire, émergent, se propagent et permettent de faciliter les échanges de connaissances à l'intérieur d'un territoire, mais aussi entre territoires, en particulier sous la forme de réciprocité. Ces initiatives ne sont pas exclusives, dans le sens où elles ont aussi la faculté d'intégrer des relations marchandes et de redistribution, évitant de ce fait des conflits avec le fonctionnement du régime dominant.

Ainsi, à travers quelques notions-clés, cet ouvrage, loin de donner des recettes toutes faites, propose une vision du développement durable plurielle et dynamique.

Guillaume Junqua

(*École des mines d'Alès, Laboratoire Génie de l'environnement industriel-ELSA Group, France*)

Guillaume.Junqua@mines-ales.fr

Du global au local : connaissances expertes et savoirs territoriaux

Pierre-Henri Bombenger, Guillaume Christen, Élodie Piquette (Eds)

Presses universitaires de Rennes, 2011, 198 p.

Cet ouvrage constitue un recueil de communications présentées en novembre 2009 à l'Université de Strasbourg dans le cadre d'un colloque. Plusieurs disciplines ont été mobilisées (ethnologie, sociologie, sciences politiques, urbanisme, géographie) afin d'analyser un nombre important et varié de cas d'étude. Le fil directeur, tel que l'indiquent Pierre-Henri Bombenger et Guillaume Christen en introduction, est celui du questionnement de « la

manière dont savoirs territoriaux et connaissances expertes se confrontent pour faire émerger le plus souvent localement, mais aussi globalement, des [sic] nouvelles représentations et pratiques sociales plus ou moins partagées » (p. 12). Les connaissances analysées dans les diverses contributions de l'ouvrage seraient hybrides, à cheval entre local et global, ou entre expert et profane. Comme le titre le laisse à penser, plusieurs auteurs

soulignent que le profane serait plus souvent du côté des « savoirs territoriaux » et donc du local, tandis que l'expert se retrouverait du côté du global et des connaissances. Ce parti pris nous indique donc que les divers cas d'étude sont analysés en partant du présupposé qu'une connaissance experte venant d'en haut ou d'ailleurs cherche à s'imposer dans un contexte local constitué de savoirs préexistants.

La première partie du livre s'articule autour de deux cas d'étude fort intéressants. Le premier chapitre relate un travail anthropologique mené au Burkina Faso autour du conflit entre droit coutumier et lois progressistes adoptées par voie législative. Le second chapitre s'intéresse aux conflits internationaux autour de la chasse à la baleine, dont la Commission baleinière internationale (CBI) constitue l'arène. Ces deux chapitres sont censés constituer une entrée en matière autour de la question de l'hybridation culturelle. Ils permettent surtout, me semble-t-il, de disposer d'excellents cas d'étude de controverses mettant en scène, d'un côté, des acteurs porteurs, ou défenseurs, d'injonctions au progrès social et environnemental et, de l'autre, des acteurs mus par des considérations stigmatisées au nom de ce même progrès. Dans les deux cas, les « passeurs » du progrès – les assistants sociaux dans un cas, la CBI et un certain nombre d'États dans l'autre cas – font face à des difficultés liées à la volonté de privilégier l'accord plutôt que le conflit, le compromis plutôt que l'incompréhension. Si l'équilibre renouvelé à chaque nouvelle négociation est fragile, il l'est davantage dans l'exemple de la chasse à la baleine que dans le cas burkinabé, car, en l'espèce, l'équilibre entre loi et coutume se fait au détriment des femmes et permet de maintenir une certaine prévalence des traditions. Dans les deux cas, le compromis laisse la place à une large interprétation des règles préalablement adoptées à un niveau global et nous permet d'émettre l'hypothèse que cette souplesse interprétative est indispensable, si l'on souhaite éviter des conflits trop ouverts.

On retrouve la même articulation en deuxième partie d'ouvrage, avec un chapitre dédié à la problématique des investissements en points d'accès à l'eau potable au Sénégal et un second sur les changements de pratiques culturelles en Alsace. À partir d'exemples, intéressants en soi, ces deux chapitres insistent, de façon convaincante, sur l'absence de prise en compte des enjeux locaux et des pratiques sur le terrain par les experts porteurs d'enjeux techniques en réponse à des problématiques sociales ou environnementales. Il est cependant regrettable que G. Christen, l'auteur du chapitre rédigé à partir de la question des pratiques agricoles en Alsace, en vienne plusieurs fois à qualifier les solutions portées par des conseillers techniques (ici, en l'occurrence, les techniques de culture sans labour) de solutions « technicistes et scientistes » (p. 82 ; p. 89). Si je partage le point de vue défendu dans l'ouvrage, à savoir que l'on ne peut concevoir

de politiques publiques construites « sur les seules modalités d'incitations techniques ou économiques » (p. 84), mais qu'il faut également traduire ces modalités en lien avec les systèmes « de pratiques localisées » (*ibid.*), je ne peux m'empêcher de penser que l'analyse de G. Christen manque de recul, puisqu'elle ne se pose à aucun moment la question de la production de ces connaissances expertes. Sommes-nous certains que celles-ci soient produites sans aucune considération des contextes locaux auxquels elles sont censées s'appliquer ? Faut-il d'éléments probants, il faudrait donc également éviter de tomber dans la caricature inverse d'acteurs globaux sans aucun discernement et d'acteurs locaux qui seraient, seuls, en mesure de réfléchir aux solutions adéquates pour résoudre des problèmes d'ordre environnemental.

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée à « l'hybridation des savoirs » à un niveau institutionnel ; elle est dotée de trois chapitres. Signalons en particulier les cas d'étude intéressants concernant « l'hydrosystème rhénan » (concept de gestion d'un espace de vie multi-échelle centré autour de la problématique de l'eau) et d'un parc naturel régional (non identifié) en France. Ces deux chapitres, contrairement à celui sur le transfert de connaissance du modèle lyonnais de mise en lumière de l'espace public vers une ville du Mexique (qui ne me paraît pas ressortir d'une dialectique entre le global et le local), montrent une autre facette de la complexité pour les porteurs d'enjeux globaux à établir des passerelles avec les enjeux des acteurs inscrits à un niveau inférieur.

La quatrième partie est composée de trois chapitres de « mises en perspective » et donc de prise de recul par rapport aux très riches études de cas présentées dans cette publication. Le premier de ces chapitres montre, à mon sens, les limites du cadre conceptuel d'un ouvrage qui, bien que très intéressant, n'établit pas de façon nette ce que les auteurs doivent entendre par global et local. À l'instar du chapitre 7 sur le transfert de connaissance en matière d'illumination publique de Lyon vers San Luis Potosi au Mexique, Raymond Woessner nous donne des exemples du global qui « peut surgir n'importe où » (chap. 8, p. 147), dont celui du « jardin japonais imposant une touche minérale qui rogne la pelouse anglo-saxonne autour du pavillon de banlieue » (*ibid.*). Il me semble qu'il y a confusion entre ce qui ressort du global et ce qui ressort de « l'autre », de ce qui vient d'ailleurs mais qui n'est pas pour autant du global. Qu'est-ce alors que ce global ? On a parfois l'impression que c'est tout ce qui vient de l'extérieur du système territorial local, ce qui me paraît très contestable. De même, la proposition théorique de R. Woessner (*cf.* la figure 1, p. 151) pose le problème d'une posture que l'on retrouve dans plusieurs chapitres de cet ouvrage. La mondialisation, les connaissances expertes, sont traitées comme des variables exogènes provenant d'un ailleurs, presque désincarnées. Que sait-on de cet ailleurs, de la manière dont sont construites les représentations du

local par le global ? Il y a comme une asymétrie de traitement qui oublie que, fréquemment, des acteurs « globaux », en se mesurant aux contextes locaux, en viennent également à changer eux-mêmes leur façon d'être et leur représentation de ce qu'ils sont. Pour exemple, Mac Donald est typiquement un acteur « global ». Pourtant, au contact de la réalité française, il en est venu à considérer ce territoire comme riche en apprentissage. Sont testées dans ses restaurants français de nouvelles recettes inspirées de la gastronomie locale, ensuite parfois exportées ailleurs dans d'autres réalités locales. En ce sens, Mac Donald est-il juste un acteur global ? Ne se modifie-t-il pas au contact du local auquel il se confronte ? Tout ce pan d'analyse des transformations du « global » induites par le local manque cruellement, ce qui explique également que le développement durable, tout au long du livre, est fréquemment considéré comme une simple injonction provenant d'experts globaux et non comme un concept suffisamment indéterminé (ainsi que l'indique Jean-Philippe Pierron dans *Penser le développement durable*) pour que les acteurs locaux puissent se l'approprier localement, en faire un principe d'action constructif, voire faire remonter à un niveau global une réflexion sur ce qu'il peut être ou ne pas être.

Le chapitre suivant, de Jean-Luc Piermay, clarifie quant à lui bien des choses et il est dommage qu'il arrive si tard, car les pistes tracées ici auraient mérité de servir de fil directeur aux autres contributions. En particulier, l'auteur revient sur le terme de global et, comme je l'avais souligné plus haut, insiste non pas sur ce qu'est le global, mais sur « qui est le global ? » (p. 163), un global donc incarné par des acteurs. Par ailleurs, et contrairement au sentiment suscité par d'autres chapitres, la relation entre le global et le local est pensée de façon plus complexe. « Le local ne fait sans doute pas que "s'adapter"

au global, que s'y conformer. Il lui "répond" aussi et trouve en lui-même comme dans la nature même du global des arguments en ce sens » (p. 164). Et, plus loin, « la richesse du lien entre global et local reste pour l'essentiel à explorer » (*ibid.*). Ce chapitre insiste donc également sur la réflexivité liée à ce jeu interactif entre local et global, ainsi que sur les « passeurs » entre ces deux dimensions. Reste que l'on comprend que le global correspond avant tout à un niveau supérieur par rapport à une réalité plus locale et que, suivant ce raisonnement, un global peut à son tour représenter un local par rapport à un niveau au-dessus. Dès lors, est-ce vraiment de global et de local qu'il aurait fallu parler, plutôt que d'interactions et d'enchevêtrements entre systèmes de représentation et d'action situés à des niveaux différents ?

Finalement, cet ouvrage collectif, résultat d'un colloque « pensé par et pour des doctorants, avec le soutien d'un groupe d'enseignants-chercheurs » (p. 173), présente, malgré les critiques et faiblesses exprimées, bien des aspects intéressants. Certains chapitres de doctorants s'appuient sur des cas d'étude originaux et leurs auteurs parviennent à en retirer des éléments d'analyse fort judicieux. Reste qu'il s'agit avant tout d'un ouvrage de sciences sociales, dont plusieurs chapitres (notamment le dernier, de Philippe Hamman, pertinent pour un lecteur habitué au jargon des sciences sociales) risquent de paraître peu lisibles à une partie du public de la revue *NSS*, tant par leur écriture que par les angles théoriques adoptés.

Nicolas Buclet

(Professeur à l'Institut d'urbanisme de Grenoble, directeur de l'UMR PACTE, CNRS-IEP-UPMF-UJF, Grenoble, France)

nicolas.buclet@upmf-grenoble.fr

Adieu à la croissance : bien vivre dans un monde solidaire

Jean Gadrey

Les Petits matins / *Alternatives économiques*, nouv. éd. augmentée, 2012, 214 p.

Jean Gadrey, économiste, professeur émérite à l'Université Lille 1, nous livre ici un ouvrage dont le titre pourrait s'avérer prémonitoire, et pour tout dire assez en phase avec le contexte du moment, s'il ne disposait d'un sous-titre qui en oriente la lecture et le projet d'ensemble (*Bien vivre dans un monde solidaire*). L'auteur entend montrer, en effet, que, contrairement aux idées véhiculées par les responsables politiques de tous bords et les médias, et qui sont ancrées chez bon nombre de citoyens, la croissance n'est pas une fin en soi, qu'elle ne peut se poursuivre indéfiniment et qu'une société sans croissance n'est pas le signe d'une catastrophe. Au contraire, maintes alternatives, fondées sur la solidarité, existent et sont réalisables dès aujourd'hui, pour que se construise

une société tournée vers le « mieux-être » plutôt que vers le « plus-avoir ».

Présenté de cette manière, cet ouvrage pourrait ressembler à un livre de plus sur la décroissance conviviale, soutenable ou désirable. Ce qui le distingue pourtant de bien des publications sur la décroissance tient à son argumentaire précis, fouillé, et à la liste concrète des projets qui pourraient être mis en œuvre, dès aujourd'hui. En ce sens, l'auteur met ses compétences d'économiste, soucieux des questions sociales et environnementales, au service d'actions citoyennes et politiques, qui pourraient trouver ici des arguments solides en leur faveur. D'ailleurs, J. Gadrey, chroniqueur régulier d'*Alternatives économiques*, qui dispose d'un blog hébergé par ce mensuel

(<http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>), participe aux activités du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR) et, en tant que membre du conseil scientifique d'ATTAC, il envisage bien son activité de scientifique en lien avec ces mouvements citoyens où foisonnent tant d'idées et de projets.

L'ouvrage est structuré en quatre parties constituées de chapitres courts et incisifs, qui donnent les clés d'un argumentaire qui se déploie de manière progressive et se construit chaque fois sur la base des éléments énoncés au cours de la partie précédente. Il dispose par ailleurs d'une préface et d'une postface permettant à l'auteur de revenir sur certains arguments qui n'ont pu être développés dans l'édition originale (octobre 2010) et de répondre aux questions suscitées lors des débats publics qui ont fait suite à celle-ci.

Dans le contexte préélectoral de la parution de cette nouvelle édition (janvier 2012), J. Gadrey profite de l'opportunité offerte par cette période de débats pour adresser en préface une série de questions aux candidats à la présidentielle française, dont la campagne bat alors son plein. Centrées sur les thèmes principaux développés dans l'ouvrage lui-même, les questions interpellent principalement les candidats sur la distance qu'ils pourraient prendre avec le dogme de la croissance économique (fût-elle « verte »). À la lumière de la campagne électorale désormais achevée et des premiers mois du président Hollande et de son gouvernement, il apparaît, à l'évidence, que ces interpellations n'ont guère été prises en considération, puisque l'impératif de croissance économique est réaffirmé avec vigueur comme un des ingrédients fondamentaux du pacte européen, voué à sortir les pays de l'Union européenne de l'enlisement dans lequel la crise économique les a plongés ces dernières années.

Après avoir rappelé en introduction comment, depuis les années 1970, le débat sur les limites de la croissance économique s'est nourri des travaux conduits à l'initiative d'ONG, de *think tanks* et de scientifiques dénonçant un mode de développement aux impacts écologiques et sociaux sans cesse croissants, J. Gadrey revient sur les initiatives plus récentes (indicateur de développement humain du PNUD, commission Stiglitz, mouvement de la décroissance) qui montrent combien cette question demeure plus que jamais au cœur des préoccupations contemporaines.

La première partie de l'ouvrage commence par une déconstruction de la croissance économique, vue comme la cause des problèmes plus que comme la solution. La mesure de la croissance, au travers de cet indicateur phare que constitue le produit intérieur brut (PIB), est passée au crible d'une critique déjà bien documentée, mais qu'il est toujours salutaire de rappeler. En particulier, l'auteur insiste sur le découplage entre le niveau de PIB ou de PNB par habitant et la qualité de vie, pour démontrer que l'accumulation de richesses matérielles,

au-delà d'un certain seuil, ne fait pas le bonheur. En outre, l'impact environnemental de cette accumulation de richesses, tel que calculé par le PIB, est souvent sous-estimé. Pourtant, comme en témoigne l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, si l'accroissement du PIB par habitant s'est imposé comme une mesure du développement, il ne garantit en rien la durabilité de ce dernier. Les solutions offertes par les partisans de la croissance verte et de l'économie de l'immatériel apparaissent, aux yeux de J. Gadrey, comme les derniers avatars d'un technoscientisme qui croit dans les vertus du progrès technique, basé sur les OGM, le nucléaire ou l'économie hydrogène. Cette course effrénée vers le toujours plus, toujours mieux, toujours plus loin, est à la base d'une société consumériste qui voudrait être telle que ce que le miroir de la publicité lui montre.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée au développement de la thèse de l'auteur, qui vise à démontrer qu'une société « post-croissance » n'est pas synonyme de pertes d'emplois et de richesse économique. La transition vers une telle société passe, tout d'abord, par une nouvelle évaluation de la production et de la productivité, impliquant davantage de délibération citoyenne sur les objets à mesurer et les critères à retenir pour cette mesure. Par exemple, l'efficacité énergétique et matérielle devrait, aux yeux de l'auteur, prendre le pas sur l'accroissement quantitatif, souvent perçu comme l'indicateur de gains de productivité dans une société productiviste. Cet accroissement quantitatif n'est pas soutenable (notamment d'un point de vue social et écologique), dans un contexte de raréfaction des ressources fossiles et de pressions sans cesse croissantes sur les salariés pour produire plus. L'arrêt de la course à la productivité n'est donc pas seulement un choix à opérer, il s'impose comme une évidence historique. Mais cette situation ne signifie pas pour autant une perte d'emplois. Prenant pour exemple le secteur agricole, J. Gadrey montre que le passage à une production fondée sur plus de qualité et plus de durabilité génère aussi plus d'emplois. Or, ce secteur n'est pas un cas isolé : le commerce de détail, le bâtiment, l'énergie, les services de proximité (pour ne prendre que quelques exemples), peuvent eux aussi être générateurs d'emplois dans une société post-croissance. L'auteur offre d'ailleurs un tableau prospectif des secteurs qui, à l'horizon 2050, pourraient subir un accroissement significatif de leurs emplois. Cet aspect relatif au travail distingue son analyse de la plupart des travaux du mouvement de la décroissance, avec lequel il prend parfois ses distances.

« Société soutenable, société désirable » est le titre de la troisième partie. Celle-ci explicite plus en détail le volet social de la grande transformation envisagée par J. Gadrey, vers une société du « bien vivre ». La première brique de cette société nouvelle est la reconnaissance de l'égalité de droits, notamment aux services universels. Mais le projet va bien au-delà, car l'auteur énumère une

longue liste des « plus » à attendre d'une société de post-croissance. En somme, le développement d'un grand nombre d'activités favorisant le bien-être accompagne la désaccoutumance à une croissance quantitative fondée sur une économie productiviste. Pour illustrer le propos, deux exemples d'initiatives allant dans ce sens sont choisis : les AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) et les Cigales (Clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire). Cependant, le choix de ces deux exemples ne nous semble pas toujours évident. En effet, une étude sociologique fine des adhérents de ces deux types de structures réputées « solidaires » permettrait sans doute de souligner – selon nous – que leurs motivations sont parfois aux antipodes de l'idéal ici décrit (achat de produits bio dans le seul souci individualiste de la santé familiale pour certains ; investissement dans des projets d'économie sociale ou solidaire dans la seule perspective d'un placement juteux pour d'autres). Mais, au-delà de ces deux exemples ponctuels, il s'avère que, pour mieux convaincre de la possibilité du projet de société exposé dans cet ouvrage, plusieurs objections doivent être levées. La première concerne le sort des plus pauvres, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Sur ce dernier point, J. Gadrey reconnaît que, jusqu'à un certain seuil, le bien-être, la santé et l'éducation sont corrélés à la croissance du PIB par habitant et que, si les pays « pauvres » doivent éviter de suivre la trajectoire de développement productiviste des pays « riches », ils ont droit à un développement humain soutenable, que la coopération internationale doit accompagner. Une autre critique récurrente abordée ici concerne le lien entre la croissance économique et les retraites. Le passage à une société post-croissance se ferait-il au détriment des retraités ? En misant sur le développement des services à la personne, et notamment des services non marchands, en contribuant à une nouvelle répartition des richesses, l'auteur énonce plusieurs pistes pour définir une société plus juste, intégrant pleinement les défis écologiques, compatible avec le plein emploi et permettant aux retraités de « bien vivre », aujourd'hui comme demain.

Le contexte de profonde crise économique dans lequel cet ouvrage a été rédigé constitue le cadre de sa dernière partie. Cette crise, de nature à la fois financière,

économique, sociale et écologique, est la manifestation des limites d'un développement fondé sur la poursuite d'une croissance quantitative sans fin. Dès lors, poursuivre avec ce modèle ne peut que contribuer à approfondir la crise, tandis que rompre avec celui-ci, selon le projet envisagé par J. Gadrey, peut être une façon de profiter de la crise actuelle pour remettre les choses à plat et aller de l'avant.

Quant aux questions qui concluent désormais le livre (postface), l'auteur y répond avec grande pédagogie pour clarifier sa position vis-à-vis : de la croissance verte, telle qu'elle est portée par les tenants de l'écologie industrielle ou de l'économie de la fonctionnalité ; de l'ouvrage de Tim Jackson, *Prospérité sans croissance*, dont il reconnaît l'apport majeur mais dont il ne partage pas les penchants économiciste et psychologisant, qui le conduiraient à négliger les questions démocratiques et sociales ; de la dette écologique, qu'il relie clairement aux enjeux de l'ouvrage ; ainsi que d'une série d'autres questions qui touchent à la grande transformation qu'il appelle de ses vœux. Cette nouvelle édition augmentée contribue donc à mieux saisir toute la finesse de l'analyse de J. Gadrey, ce chercheur-militant qui se définit volontiers comme un partisan des sciences citoyennes.

En définitive, la lecture de cet ouvrage donnera des arguments à ceux qui sont déjà convaincus de la nécessité de repenser le développement (cf. <http://www.nss-dialogues.fr/Les-interventions>). Il permettra également, aux personnes qui douteraient encore de la faisabilité d'une société post-croissance, de concevoir celle-ci de manière plus constructive. En effet, n'en déplaise à ceux qui voient dans les discours prônant une rupture avec le mode de développement capitaliste un retour en arrière ou une stratégie passéiste, le projet qui anime ce livre est bien orienté vers l'avenir. Il offre une perspective, une vision du futur, et constitue assurément un projet politique, pour la société dans son ensemble. En cela, il rappelle que l'économie, plus qu'une discipline scientifique, peut aussi servir à dessiner un horizon politique.

Olivier Petit

(Université d'Artois / CLERSE, Arras, France)

olivier.petit@univ-artois.fr

En finir avec le nucléaire : pourquoi et comment

Benjamin Dessus, Bernard Laponche

Le Seuil, 2011, 176 p.

Ce court essai de Benjamin Dessus et Bernard Laponche renferme en réalité deux livres. Son objet premier est de proposer au lecteur un argumentaire étayé de la thèse des deux auteurs sur la nécessité, d'une part, et la

faisabilité, d'autre part, d'une sortie du nucléaire en France – pays où cette énergie a connu son développement maximal. Au terme d'une année riche en événements trop vite commentés et instrumentalisés dans des

affrontements stériles, cet ouvrage s'illustre par une approche documentée, pédagogique mais précise des termes de ce débat, à l'interface de questions techniques, économiques et sociétales.

Bien sûr, l'accident de Fukushima a irrémédiablement transformé le rapport que citoyens et responsables entretiennent avec la question nucléaire, en imposant la reconnaissance par tous, autorités de sûreté comprises, qu'un accident grave était possible chez nous aussi. Il y a, dans l'acceptation ou le refus de ce risque, un jugement individuel et une nécessaire élaboration collective. La proposition du livre est d'apporter des éléments de raisonnement sur trois interrogations incontournables : 1. Que nous apporte l'énergie nucléaire ? 2. Quels sont les risques et les difficultés de cette filière énergétique aujourd'hui ? Quels sont les progrès attendus dans les prochaines décennies ? 3. Peut-on penser la sortie du nucléaire dans un pays où il fournit 80 % de la production d'électricité ?

La première interrogation est l'occasion pour les auteurs de passer en revue, dès le chapitre 1, les affirmations connues de tous, mais rarement questionnées, dont l'énumération tient souvent lieu d'argumentaire. Comment évaluer la contribution de l'énergie nucléaire à l'indépendance énergétique de la France ? Comment apprécier les perspectives économiques de la filière, donc de coût pour les consommateurs d'électricité ? Quelle est la contribution de la production nucléaire à l'atteinte de nos objectifs en matière d'émissions de gaz à effet de serre ? D'autres éléments de discussion sont apportés plus avant dans le livre sur ce dernier point essentiel. On découvre ainsi que la contribution de l'énergie nucléaire à la lutte contre le changement climatique reste marginale à l'horizon 2050, dans les scénarios de prospective des grands pays comme dans ceux élaborés à l'échelle mondiale par l'OCDE. La résolution globale de la question de l'effet de serre et le développement de l'énergie nucléaire apparaissent donc comme deux propositions partiellement indépendantes.

Pour traiter de la seconde question, les auteurs s'autorisent un détour pédagogique sur les principes de fonctionnement des réacteurs, qui permet au lecteur non physicien de rassembler ses connaissances ou de les compléter au moment d'aborder l'exposé des différents risques : accident, prolifération, devenir des déchets. Des concepts et des catégories auxquels chacun a déjà été confronté prennent alors sens et s'organisent dans un tableau d'où il ressort que peu de progrès ont été faits depuis quarante ans que la filière a pris son essor industriel. Surtout, les dynamiques actuelles (un dossier « enfouissement » sans issue prévisible, une quatrième génération qui ne répond pas aux questions majeures de sûreté ou de nature des déchets, mais renforce le rôle du plutonium) ne semblent pas à la hauteur des interrogations récurrentes.

Peut-on, alternativement, envisager un avenir où les besoins en électricité du pays seraient satisfaits tout en renonçant progressivement à l'énergie nucléaire, fermant les centrales à mesure de leur arrivée en fin de vie prévue sans en construire de nouvelles ? Quelles sont les sources d'énergie qui nous permettraient d'assurer la relève ? Le troisième volet de l'argumentaire prend le contrepied de cette question, en apparence légitime, au profit d'une démonstration qui place la maîtrise de la demande d'électricité au cœur de la transition. Pour acquérir les marges de manœuvre qui permettront de recourir très largement aux énergies renouvelables (hydraulique, solaire, éolien, biomasse), elles-mêmes sources de nouvelles contraintes (espace et concurrence des sols, ressource en eau, disponibilité et coût), il convient de s'atteler aux gisements d'efficacité et de maximiser la valeur économique et sociale de l'énergie produite. Bien entendu, la démonstration est ici rapide, la demande traitée par grands agrégats et les solutions techniques seulement esquissées sur quelques exemples. Elle peut alors paraître fragile face à la complexité des transformations à mettre en œuvre, mais l'ambition annoncée semble raisonnable : sur la décennie à venir, un gain de 25 % d'efficacité sur les usages dits spécifiques (éclairage, électroménager, moteurs, etc.) quand, sur la décennie passée, l'Allemagne a réalisé un gain de 26 % par rapport à la France ; et une réduction de 60 % du recours au chauffage électrique traditionnel, spécificité française, par substitution ou introduction de technologies électriques performantes (pompes à chaleur). Surtout, c'est la méthode proposée pour évaluer cette transition qui marque un progrès conceptuel majeur sur les débats qui ont marqué l'année 2011 : construire des scénarios prospectifs alternatifs de maintien de l'option nucléaire et de sortie, rendre accessibles les hypothèses techniques et économiques qui sous-tendent ces projections et instruire sur ces bases un débat informé sur les choix possibles et leurs conséquences.

On prend alors conscience que, en arrière-plan de cet argumentaire, B. Dessus et B. Laponche nous ont offert un autre regard, permettant au lecteur d'appréhender le profond changement de paradigme qui, à l'aube du XXI^e siècle, bouscule la compréhension du rapport entre nos sociétés et la question énergétique. Une passionnante rétrospective historique permet de retracer un demi-siècle de politique énergétique à la lumière des outils conceptuels utilisés pour penser cette relation. Sous la pression croissante des contraintes de ressource ou d'environnement, face à l'ambition de mieux répondre aux besoins fondamentaux de nos sociétés et en mobilisant différemment le progrès technologique, on prend progressivement la mesure de l'archaïsme d'un modèle uniquement fondé sur la concentration, les économies d'échelle et la fourniture d'énergie et de la possible émergence d'un modèle radicalement différent : mobilisation de nouveaux matériaux, des biotechnologies et des technologies

de l'information propices à la fourniture d'un service énergétique déconcentré, inscrit dans les territoires. Il est encore difficile de mesurer la portée exacte de ce mouvement balbutiant, qui s'hybridera forcément avec l'organisation actuelle ; cela dit, l'essentiel est que la question énergétique s'émancipe en partie de la sphère technocratique traditionnelle, pour devenir non seulement un enjeu de société dont s'emparent citoyens et collectivités locales, mais aussi un espace d'activité économique innovant et fortement déconcentré. Essentiel également le fait que, dans ce mouvement global, les vieilles économies ne sont plus nécessairement pionnières et que les pays du Sud sont souvent dynamiques.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la question initiale du livre et tenter d'apporter une réponse.

L'ampleur du défi, ainsi que les potentialités de cette nouvelle révolution – après celle de la maîtrise du charbon (et du chemin de fer), celle du pétrole (et de l'automobile), celle de l'électricité (et des télécommunications) – peuvent véritablement motiver chaque chercheur, quel que soit son domaine, à s'interroger sur les mutations en cours et les questions qu'elles suscitent. Le livre de B. Dessus et B. Laponche est une introduction à ces sujets et certainement une invite à apporter sa contribution.

Michel Colombier

(IDDRI, Paris, France)

michel.colombier@sciences-po.fr

Destruction massive : géopolitique de la faim

Jean Ziegler

Le Seuil, 2011, 352 p.

Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation pendant huit années (de septembre 2000 à mars 2008), Jean Ziegler est particulièrement bien placé pour parler de ce qu'il a vu et entendu pendant cette longue période, tant au côté des victimes de la famine que dans les salons feutrés des ministères. Dans *Destruction massive*, il nous fait part de son écoeurlement devant le scandale de la faim et la lâcheté, parfois le cynisme, des décideurs. Mais il souligne aussi le courage et le dévouement de certains dans leur combat contre ce fléau.

Le livre est rédigé en six parties. La première est plutôt descriptive : après un rappel des chiffres, si désespérément actuels, qui tentent de mesurer l'ampleur du désastre – un milliard d'être humains souffrent quotidiennement de la faim – et une esquisse de classification des victimes, J. Ziegler nous conduit dans les « territoires de la faim » qu'il a lui-même parcourus de long en large. Il décrit aussi les terribles maladies provoquées par la malnutrition : anémie, kwashiorkor, noma...

La deuxième partie – « Le réveil des consciences » – retrace l'épopée de ceux qui tentèrent de porter sur la place publique le débat sur les causes profondes de la faim et de faire de la lutte contre celle-ci un enjeu politique de premier plan pour l'humanité. Comme l'explique fort à propos l'auteur, il fallut d'abord en finir avec un certain fatalisme porté par les idées de Malthus, pour lequel la faim officiait en tant que régulateur démographique en dernier recours ; en finir aussi avec la faim comme arme de guerre et d'extermination mise en œuvre en Europe par le Troisième Reich. C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que le tabou est brisé et « Malthus renvoyé aux poubelles de l'Histoire ». La FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) est créée en 1946, le droit à l'alimentation est érigé au rang de

droit de l'homme en 1948 (article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme). J. Ziegler rappelle ensuite le combat décisif du Brésilien Josué de Castro et l'impact de son livre paru en 1951, *Geopolítica da fome (Géopolitique de la faim)*, dans le réveil de la conscience occidentale. Il lui rend un vibrant hommage et inscrit son propre livre dans son sillage.

Mais l'embellie est de courte durée. Dans les quatre parties suivantes de l'ouvrage, J. Ziegler instruit à juste titre le procès du néolibéralisme, à l'œuvre depuis une trentaine d'années, et celui des principaux responsables de la faim et de son tragique dénouement, la famine. Cette tragédie n'est nullement le fruit des accidents climatiques ou des vols de sauterelles, encore moins celui de la croissance démographique, mais bien le résultat de mécanismes de marché et de dynamiques géopolitiques clairement identifiés. Dans la troisième partie, l'auteur explique que le droit à l'alimentation n'est pas reconnu, encore moins défendu, en tant que droit de l'homme, par les organisations internationales les plus puissantes (OMC, FMI et Banque mondiale), qu'il qualifie – la plume de Ziegler est acerbe – de « cavaliers de l'Apocalypse ». Il dénonce la mainmise d'un petit nombre de sociétés internationales sur le marché des semences (celui des engrais et celui des grains) et leur façon d'envisager l'éradication de la faim, qui passerait par une libéralisation toujours plus poussée du marché mondial et une concentration des moyens de production entre les mains des agriculteurs les plus performants. Face à la montée en puissance de ces grands groupes et à la toute-puissance des « cavaliers de l'Apocalypse », J. Ziegler explique dans la quatrième partie que la FAO et surtout le PAM (Programme alimentaire mondial), dont la vocation était précisément de lutter contre la faim, pèsent de moins en moins lourd et sont

condamnés à l'impuissance. Malgré l'efficacité des actions entreprises par le PAM – saluées par l'auteur –, cette organisation voit son budget se réduire comme peau de chagrin, notamment, bien sûr, lorsque les prix mondiaux des denrées de base sont au plus haut – comme en 2008, 2009 ou, dernièrement, en 2011. Dans la cinquième partie, J. Ziegler aborde la question du développement des agrocarburants et en particulier celui des plantations de canne à sucre et de palmiers à huile, dont l'extension est particulièrement spectaculaire dans les pays du Sud, y compris ceux où sévit régulièrement la famine. Enfin, la sixième partie de ce réquisitoire est consacrée aux spéculateurs, partiellement responsables – mais aussi et surtout bénéficiaires – des envolées des prix de ces dernières années. Elle aborde aussi la question de l'accaparement des terres arables dans le monde et ses effets délétères en matière d'éviction des populations rurales les plus vulnérables, d'accroissement de la pauvreté et d'insécurité alimentaire.

Le livre de J. Ziegler sonne comme un cri d'alarme, ou plutôt de révolte, servi par le style vigoureux de l'auteur et son expérience concrète acquise pendant son mandat aux Nations unies. Il fourmille d'anecdotes et de témoignages de première main, recueillis aux quatre coins du monde. L'auteur parle d'un problème qui lui tient à cœur et qu'il a personnellement et profondément exploré sous toutes ses coutures, à un poste d'observation privilégié. Aussi ne peut-on lui reprocher une dénonciation « facile » de ce qui demeure le plus grand scandale de notre époque. Le « coup de gueule » de J. Ziegler est bienvenu et devrait faire réagir.

Bien sûr, faire le tour d'un tel sujet en 350 pages était une gageure, de surcroît dans un livre destiné au grand public. Et le lecteur plus averti sera parfois agacé de certains raccourcis qui ne résisteraient pas toujours à une analyse plus approfondie. On sait maintenant que la question de la faim dans le monde ne résulte nullement d'un manque de nourriture, mais qu'il est surtout le résultat de la grande pauvreté. On sait aussi, et Ziegler le souligne à juste titre, que c'est paradoxalement dans le monde rural en général et chez les agriculteurs en particulier que se trouvent le plus grand nombre de mal nourris. À l'échelle de la planète, ce n'est donc pas la quantité de nourriture qui fait défaut, ni qui fera défaut dans l'avenir, comme tentent de le montrer les tenants d'un

néomalthusianisme plus vivant que jamais, car revigoré par la « découverte » que les ressources de notre Terre seraient limitées. Les causes du scandale sont bien à rechercher – comme nous y invite J. Ziegler – du côté de l'inégale répartition des ressources et des richesses créées, notamment dans le domaine agricole.

Mais la solution ne réside pas, comme l'auteur l'avance un peu vite, dans le développement de l'irrigation à grande échelle pour accroître les rendements ou dans la multiplication du nombre de tracteurs mis à disposition des agriculteurs les plus pauvres. Certes, les centaines de millions d'agriculteurs pauvres, dont un très grand nombre ne parviennent pas à nourrir leur famille convenablement, sont lourdement handicapés par un accès quasi impossible aux semences améliorées, aux engrais de synthèse et aux pesticides, sans même parler d'équipement motorisé de grande puissance. Les chemins d'une sécurité alimentaire retrouvée pour ces familles rurales – et, au-delà, pour l'humanité tout entière – passeront certes par un accès plus largement partagé aux moyens de production d'origine industrielle, mais aussi par une revalorisation des savoirs paysans et l'accompagnement des dynamiques endogènes de développement, parfois fort éloignées des « modèles » issus des révolutions vertes des décennies passées.

De la même façon, la condamnation sans appel des agrocarburants, au motif que la combustion de nourriture en guise de carburant constituerait un « crime contre l'humanité », selon l'expression de J. Ziegler, relève d'un raccourci quelque peu trompeur. Si c'est bien la très grande pauvreté, et non le manque de nourriture, qui est la cause première de la faim dans le monde, ce ne sont pas les agrocarburants en tant que tels qui sont à condamner, mais plutôt, d'une part, les conditions dans lesquels les paysanneries de nombreuses régions du monde peuvent être évincées, et donc marginalisées par ceux qui investissent dans les plantations de palmiers à huile ou de canne à sucre, et, d'autre part, le jeu orchestré par ceux qui spéculent sur les marchés des matières premières agricoles.

Hubert Cochet

(Professeur d'agriculture comparée, AgroParisTech, Paris)

hubert.cochet@agroparistech.fr

Expliquer la vie : de l'âme à la molécule

André Pichot

Quae, 2011, 1 220 p.

Expliquer la vie est l'œuvre d'un historien des sciences. Le livre déroule une fresque monumentale qui, de l'Antiquité à l'an 2000, retrace l'émergence d'une discipline scientifique (la biologie), la conquête de son

domaine, le rôle éminent de quelques acteurs essentiels. En revanche, l'influence en retour de cette connaissance sur la philosophie, la théologie ou la physico-chimie n'est pas évoquée.

L'ampleur du texte (plus de 1 200 pages) est telle que le lecteur ne l'assimilera certes pas d'un seul trait... Mais, s'il s'intéresse à l'histoire des représentations du vivant des temps anciens à nos jours, s'il accepte de se plier aux recommandations de lecture faites par André Pichot dans l'introduction, s'il entre ensuite dans l'ouvrage par les intérêts et les interrogations qui lui sont propres, il ne le quittera pas sans regret. Il le tournera et le retournera, allant d'un chapitre à un autre, d'un commentaire à un autre, heureux de rencontrer autre chose qu'Internet.

Dès le début, les questions surgissent : Qui a besoin d'expliquer la vie et l'histoire de ses représentations ? Qui souhaite une explication ? L'objectif d'expliquer est-il accessible ? On attend de l'historien qu'il nous dise comment et pourquoi les représentations du vivant ont évolué dans le temps. On attend qu'il précise par l'exposé et la réflexion l'expansion progressive du champ de l'explication, et les parts respectives du sensible et de l'intelligible. A. Pichot s'attache à répondre en rassemblant la dynamique de l'acquisition de connaissances et celle du contexte humain et social du processus. À cette démarche, il ajoute une appréciation critique, il prend parti et le dit.

Le sous-titre du livre, *De l'âme à la molécule*, donne une idée de l'ampleur de la tâche : d'une part, l'âme, ce bien immortel emprunté à Dieu et qui devra lui être restitué ; d'autre part, la molécule, ce corps immortel emprunté au monde chimique, qui devra lui être restitué ; et, entre les deux, la vie, ces individus qui naissent et meurent, entretenant cependant leur être par reproduction. On a bien compris, *Expliquer la vie* n'est pas une histoire de coquillots ou de doryphores. Le choix de l'auteur porte essentiellement sur l'homme et son humanité. Ses exposés et ses analyses des représentations de la vie sont ceux du monde chrétien et ils seront marqués par sa morale. Pour notre instruction, A. Pichot prend garde, en effet, à ne pas dissocier les apports scientifiques des acteurs de leurs personnalités et du contexte idéologique et technique de leur temps.

Première remarque : Tout au long de son livre, A. Pichot nous fait prendre conscience qu'à tout moment de l'histoire, les hommes ont eu à leur disposition une palette (certes plus ou moins étendue selon les périodes) de représentations de la vie. Il nous plonge même dans l'inquiétude en laissant imaginer que d'autres explications que celles que nous connaissons étaient possibles et que d'autres chemins auraient pu nous amener au présent.

Seconde remarque, d'un tout autre ordre : Ce livre est un monument d'érudition. Le discours est étayé par quelque 400 références (une mine extraordinaire pour d'autres écrivains !). L'intérêt majeur est qu'il ne s'agit pas de simples citations, mais surtout de la reprise des textes originaux. Ils sont identifiés et mis en regard (et en appui) de l'analyse et de la réflexion d'A. Pichot. En conséquence, *Expliquer la vie* se lit comme la partition musicale d'un duo : la première ligne est le discours de l'auteur du

livre, la seconde porte ceux des auteurs appelés dans les références. Bien sûr, l'ensemble produit un exposé harmonieux. Pour le lecteur pressé, A. Pichot suggère dans l'introduction de se concentrer sur la première ligne, qui donne son opinion. Un lecteur moins pressé écouterait le duo. Un autre, plus indépendant, peut s'intéresser spécifiquement à la seconde ligne et construire une réflexion à confronter à celle d'A. Pichot. L'exercice révèle à la fois que l'auteur est bien un historien engagé et que les explications de la vie peuvent être foisonnantes, mais que toutes n'ont pas d'avenir.

Expliquer la vie montre que, loin d'être uniforme et continue, l'évolution des représentations du vivant est marquée par des périodes d'éclat et de renouvellement, et des phases de maturation et de tâtonnements où diverses voies coexistent – les unes sont validées par leur futur, les autres sont des impasses intellectuelles ou sociales. Au cours des secondes, les thèmes et les démarches se décanitent, les hommes s'affrontent dans l'ombre. Au cours des premières, l'explication de la vie change d'ordre. La pensée nouvelle s'impose chez les scientifiques et dans la société, amenant les uns dans la lumière et effaçant les autres à l'occasion de luttes pour le pouvoir où ambitions, querelles et jalousies font autant que la science.

Dans cette aventure de la vie prise dans l'étau de l'âme et de la molécule, A. Pichot a choisi de mettre l'accent sur certains concepts, certaines avancées de connaissance, certaines périodes et certains acteurs dans des chapitres et des paragraphes spécifiques. Il en est ainsi du *pneuma* d'Aristote, de l'animal-machine physique et organisé, de l'animal-machine chimique et fonctionnel, de l'organisation et de l'autonomie de l'individu, de l'embryogenèse, de l'évolution et de la place de l'homme, de l'hérédité, de la cellule, de l'animal-machine moléculaire. Les expériences et les débats, les transitions et les chevauchements, le déferlement des affirmations comme les erreurs théoriques et interprétatives sont l'occasion pour l'auteur d'aller à l'essentiel : faire prendre conscience au lecteur qu'un choix de représentation du vivant lui est à tout instant proposé ou imposé. Par conjecture et expérimentation adaptée, ce choix est extrait du vaste domaine des observations. Simultanément et en contrepoint, il occulte les errements et les incohérences ; il évite les questions et les données embarrassantes... Le lecteur se délecte quand il suit A. Pichot dans ses exposés passionnés, sur Lamarck ou Claude Bernard, par exemple. Il se sent moins à l'aise quand l'auteur porte un jugement moral très chrétien sur tel ou tel scientifique (il est temps alors de lire la seconde ligne de la partition).

Le choix de traiter de l'évolution des représentations par concepts et par thèmes successifs alourdit souvent le texte. Mais A. Pichot profite de cette situation et du va-et-vient entre chapitres pour expliciter ses engagements, pour rassembler et récapituler des réflexions qu'il a développées dans des ouvrages antérieurs. Il y a sans

doute là une occasion d'expliquer que l'auteur se donne à lui-même.

De façon abrupte, le livre se termine sur une analyse très fouillée des « limites » de la biologie moléculaire. Le lecteur en est un peu déçu, car tout ce qui précédait laissait espérer un engagement plus avancé de l'historien : qu'il s'intéresse davantage, par exemple, à ce qui est au-delà de ces limites. L'intelligible, en effet, n'est pas borné par la biologie moléculaire. D'autres thèmes et d'autres espaces de liberté intellectuelle sont explorés par d'autres scientifiques (la mort, l'autoorganisation et le chaos, le cerveau et le psychisme, le hasard fondamental...). Il en est de même pour les démarches (modélisations qui ne sont pas

de simples descriptions, puissance des calculs et des enregistrements de données, raccourcissement du temps dû aux moyens de communication, nouvel isolement du chercheur biologiste entraîné dans le flot des informations scientifiques et médiatiques...). On attend maintenant d'A. Pichot qu'il pousse, réellement et au-delà de la simple évocation, la réflexion prospective de l'historien sur ces tentatives et les libertés qu'elles laissent entrevoir dans la ligne de son livre.

Jean-Claude Mounolou

(CGM, CNRS, Gif-sur-Yvette, France)

mounoloujcm@wanadoo.fr

La Course de la gazelle : biologie et écologie à l'épreuve du hasard

Alain Pavé

EDP Sciences, 2011, 176 p.

« *It appears to be usual at present to deny the existence of the "balance of nature".* »

Nicholson, A.J., 1933. The balance of animal populations, *Journal of Animal Ecology*, 2, Supp. 1, 132-178.

Quand Nicholson écrit l'article cité en exergue – le premier d'une série célèbre sur la dynamique des populations animales –, c'est en réaction à plusieurs auteurs de cette époque qui soutenaient que les fluctuations de l'environnement étaient déterminantes pour l'abondance des populations. Nicholson, alors professeur de physique en Australie, et citant des articles en allemand, français, italien et bien sûr anglais – chose qui serait exceptionnelle aujourd'hui –, soutient, lui, que cette action de l'environnement ne peut se comprendre sans y inclure l'importance de la compétition et donc de la densité des populations. Ce débat, entre ceux qui mettaient en avant l'importance de la densité et les autres, les variations aléatoires de l'environnement et tout particulièrement du climat, a perduré pendant tout le XX^e siècle. Certains papiers au vitriol des années 1950, écrits par d'autres Australiens, Andrewartha et Birch, témoignent de l'âpreté des désaccords.

L'importance du hasard et sa prise en compte en biologie, et plus spécifiquement dans deux domaines, écologie et évolution, font l'objet du dernier ouvrage d'Alain Pavé, *La Course de la gazelle*. Ce livre est un mélange de perspectives historiques sur diverses disciplines : écologie, biologie évolutive et tout particulièrement la biométrie – A. Pavé ayant été directement impliqué dans son développement, il apporte souvent une touche personnelle qui éclaire l'influence des Monod, Grassé, Teissier ou Legay sur ce qui a été une certaine spécificité française –, et d'exemples nombreux allant de la biologie moléculaire à l'évolution de la biodiversité au cours des

temps géologiques. Ces exemples sont d'une grande variété, reflète des intérêts très éclectiques de l'auteur. A. Pavé traite même, à la fin de son ouvrage, de la controverse entre créationnistes (ou adeptes du « dessein intelligent ») et biologistes de l'évolution, thème qui lui tient à cœur mais qui n'apparaît pas vraiment comme une suite logique de ce qui précède. La présentation est le plus souvent peu mathématique et le livre, facile à lire, s'adresse donc à un public large. J'ai regretté cependant l'absence d'un index.

A. Pavé essaie de démontrer que le hasard a été le plus souvent perçu comme une sorte de nuisance ou comme un aspect du fonctionnement des systèmes biologiques que les chercheurs voulaient ignorer. Pourtant, comme le montre la citation en introduction, relative à un thème important de l'écologie, à savoir la dynamique des populations, ignorer le hasard, c'est ignorer un débat plus complexe entre différentes écoles qui a vu dominer tantôt certains arguments, tantôt d'autres, pour arriver aujourd'hui à une certaine synthèse, rendue possible en partie par les développements des moyens informatiques. Un article publié en 1997 par Levin, Grenfell, Hastings et Perelson (*Mathematical and computational challenges in population biology and ecosystems science, Science*, 275, 5298, 334-343) était déjà clair à ce sujet : pour presque tous les thèmes abordés, allant de l'écologie à l'évolution et aux maladies infectieuses, la contribution des modèles stochastiques avait déjà permis des avancées importantes. Prenons un exemple concret, celui de l'exploitation par les pêcheries des populations de poissons : la question scientifique n'est plus – et cela, depuis au moins 10 ou 20 ans – de savoir si ce sont les fluctuations de l'environnement ou la non-linéarité de la dynamique, ou encore les interactions proie-prédateur (l'homme étant aussi un prédateur)

qui génèrent ou accentuent les fluctuations des populations, mais bien de comprendre comment ces trois aspects, et d'autres encore comme les hétérogénéités liées à l'âge et à la taille, interagissent (cf. Shelton, A.O., Mangel, M., 2011. Fluctuations of fish populations and the magnifying effects of fishing, *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 108, 17, 7075-7080).

En plus d'exemples en écologie, A. Pavé puise beaucoup également dans la biologie évolutive et montre comment le hasard y aurait été ignoré, voire refoulé. C'est sans doute le cas d'un certain nombre d'auteurs qu'il cite, mais ce n'était sûrement pas celui des grands théoriciens qui ont suivi Darwin, et tout particulièrement du plus grand d'entre eux, Ronald Fisher. A. Pavé lui rend justement hommage (p. 115), en citant son ouvrage *The Genetical Theory of Natural Selection* (Clarendon Press, 1930). Cependant, il ne présente pas les thèmes développés par Fisher : il faut reconnaître que l'ouvrage de Fisher est très riche mais manque de définitions ou de démonstrations rigoureuses et qu'il a souvent été mal compris (cf. Edwards, A.W.F., 1994. The fundamental theorem of natural selection, *Biological Reviews*, 69, 4, 443-474). Mais le hasard est bien présent chez Fisher, ce qui n'est pas très étonnant puisqu'il a aussi été souvent considéré comme le plus grand statisticien du XX^e siècle. « *Natural selection is a mechanism for generating an exceedingly high degree of improbability* », a-t-il écrit (cité par Edwards, A.W.F., 2000. The genetical theory of natural selection, *Genetics*, 154, 1419-1426). Ce qui intéressait Fisher, c'était justement de comprendre les propriétés statistiques des phénomènes évolutifs, et comment ceux-ci pouvaient être analysés et peut-être prédits. De même aujourd'hui, le débat n'est plus entre un hasard « uniforme » et un monde déterministe, mais se concentre sur la façon dont des mécanismes tels que contraintes biochimiques ou développement biaisent les relations entre génotype et phénotype, et donc peuvent, d'une certaine

manière, modifier la capacité à évoluer (« évolvabilité ») des êtres vivants. Nous savons déjà que les mutations de l'ADN ne se font pas de manière équiprobable – par exemple, les mutations A ↔ G ou C ↔ T sont deux fois plus probables que A, G ↔ C, T –, mais nous sommes encore très loin de comprendre comment ces mutations sont filtrées par le développement pour générer une distribution des phénotypes ; or, comprendre cela est indispensable si l'on veut préciser le rôle du « hasard » des mutations (cf. Wagner, A. 2012. The role of randomness in Darwinian evolution, *Philosophy of Science*, 79, 1, 95-119). Le plus souvent, une mutation n'engendrera pas un seul phénotype – pas de déterminisme simplificateur –, mais elle n'engendrera pas non plus n'importe quoi de manière équiprobable. A. Pavé y fait allusion, mais ne prend pas le temps de mieux décrire ces relations, et le lecteur reste sur sa faim. L'analogie de la roulette, qu'il utilise, est de ce point de vue sans doute mal venue, parce que, justement, les processus biologiques font que la roulette en question serait extrêmement truquée. L'objectif est de caractériser des distributions de probabilité et de savoir si, par exemple, la connaissance de paramètres simples tels que moyenne et variance suffit à comprendre les propriétés statistiques de la dynamique, ou s'il faut aller plus loin, par exemple en tenant compte des extrêmes.

En réalité, A. Pavé a essayé à la fois de compléter un volet de l'histoire des sciences, en particulier française, qui est encore relativement méconnu, et d'aborder un thème complexe de l'écologie et des sciences de l'évolution, celui de la variabilité à différentes échelles d'espace et de temps. Si le premier aspect est intéressant, le deuxième me semble nettement moins abouti.

Nigel G. Yoccoz

(Université de Tromsø, Norvège)
nigel.yoccoz@uit.no

Nature du monde : dessins d'enfants

Hélène Pagezy, Stéphanie Carrière, Catherine Sabinot (Eds)
Éditions du CTHS, 2010, 260 p.

Réaction d'Hélène Pagezy au compte rendu de Micheline Roumégous, paru dans *Natures Sciences Sociétés*, 20, 1 (2012), 104-107

Parmi les critiques émises par Micheline Roumégous au sujet de l'ouvrage dont je suis coéditrice, certaines méritent une mise au point.

Dès la deuxième ligne (p. 105), M. Roumégous s'étonne que le titre, *Nature du monde*, soit « curieusement au singulier ». Il s'agit de la conséquence malheureuse

d'une proposition tardive de l'éditeur, qui n'a d'ailleurs pas été validée par les auteurs. Nonobstant cette regrettable « coquille », on comprend dès l'introduction que le terme de nature(s) renvoie aux milieux tant naturels qu'urbanisés dans lesquels les enfants vivent. Ces milieux qui les imprègnent ont évolué en interaction avec les cultures.

Pour M. Roumégous, l'objectif de nos séances de dessin est de mieux accéder à la vie quotidienne des enfants et à la connaissance qu'ils ont du milieu naturel. Notre propos ne se limite pas au seul milieu naturel. Pour les auteurs et les éditrices scientifiques de l'ouvrage, il s'agit de faire émerger, d'une part, les savoirs et les savoir-faire selon le genre, l'âge et la culture ; d'autre part, les perceptions et les représentations des natures sauvages et anthropiques, ainsi que les modes de transmission des connaissances. Par la durée de son travail de terrain, le chercheur s'est fait « passeur » entre les enfants du monde et les lecteurs, qu'ils soient issus du grand public ou qu'ils exercent une fonction éducative.

M. Roumégous estime que le dessin représentant le « maître de la taïga [l'ours] en colère » devant les outrages causés à la toundra par des comportements irresponsables (p. 250 du livre) est le seul qui ne soit pas hors sujet, alors que nous avons volontairement écarté les dessins issus d'ateliers sur l'éducation à l'environnement. En effet, la restitution de messages éducatifs provenant de l'école et des médias s'apparente souvent plus à une récitation qu'à une réelle réappropriation conduisant au changement de comportement.

Il nous est reproché l'absence d'une démarche géographique. Des outils et concepts provenant de la géographie ont parfois été utilisés, sans pour autant s'insérer dans une problématique propre à cette discipline. Par exemple, le

choix des cartes n'a pas été laissé au hasard. Tout en répondant aux contraintes éditoriales dues à la diversité d'échelles spatiales des différents terrains, nous avons présenté de simples cartes de situation, complétées par des tableaux synthétiques des contextes socioenvironnementaux, afin que l'information soit plus claire et accessible à tous types de lecteurs, en particulier aux enseignants et aux parents. La restitution de cartes mentales, méthodologie emblématique de la géographie, a été jugée inappropriée pour répondre à notre questionnement et aussi au regard de l'âge et de l'inégale maturité des enfants.

L'ouvrage *Nature du monde : dessins d'enfants* s'inscrit dans une démarche interdisciplinaire sur les relations des hommes à leurs natures, n'impliquant pour commencer que deux disciplines : l'écoanthropologie et l'ethnoécologie. Par la suite, rien n'empêche de pousser plus loin la réflexion en intégrant d'autres disciplines et en inscrivant la recherche dans une dynamique de changement. La réalisation de ce livre a duré plus de quatre années, sans compter les années de terrain, qui totalisent plus de quarante pour certains chercheurs !

Hélène Pagezy*

(MNHN, Unité Écoanthropologie et ethnobiologie,
Paris, France)

* Hélène Pagezy est décédée subitement le 3 mars 2013 avant la parution de ce texte.